

JOURNAL OFFICIEL

DE LA

REPUBLIQUE ISLAMIQUE DE MAURITANIE

ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS
France et Etats de la Communauté	900 »	500 »
Par avion France.....	2 700 »	1.400 »
— Etats ex-A.O.F.....	1 700 »	900 »
— Etats ex-A.E.F.....	2 400 »	1.300 »
— Autres Etats.....	2.700 »	1 400 »
Ordinaire Etranger.....	1.000 »	600 »
Prix du numéro.....		20 »
Prix du numéro des années antérieures.....		25 »
Par la Poste, majoration de.....		45 »

BIMENSUEL

PARAISANT le 1^{er} et 3^e MERCREDI de CHAQUE MOIS

POUR LES ABONNEMENTS ET LES ANNONCES
S'adresser au Directeur du J.O. Ministère de la
Justice et de la Législation de la R. I. M. à St-Louis.

Les annonces doivent être remises au plus tard
8 jours avant la parution du journal et elles sont
payables à l'avance.

Toute demande de changement d'adresse
devra être accompagnée de la somme de 10 francs

ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne (hauteur 8 points)..... 65 francs
Chaque annonce répétée..... moitié prix

(Il n'est jamais compté moins de 250 francs
pour les annonces).

Les abonnements et les annonces
sont payables d'avance

Compte-chèque postal n° 3121 à Saint-Louis

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

Actes du Gouvernement de la République Islamique de Mauritanie

25 novembre 1960 Loi n° 60-189 portant création des forces
armées nationales de la République Isla-
mique de Mauritanie..... 15

Premier Ministre :

DÉCRETS, ARRÊTÉS, DÉCISIONS ET CIRCULAIRES

25 novembre 1960. Décret n° 60-191 définissant les modalités
d'application de la loi n° 60-118 du
13 juillet 1960, instituant 2 Ordres Mau-
ritaniens..... 16

30 novembre..... Décret n° 10-238 CAB.-D.F. remettant un
administrateur à la disposition de la
République française..... 16

14 décembre..... Décret n° 254 CAB.-AI -D.P. nommant le
Directeur des Affaires intérieures..... 1

19 décembre..... N° 10-257 CAB.-MIL. — Arrêté fixant les
effectifs de goudiers nationaux..... 17

23 décembre..... N° 10-266. — Arrêté nommant un membre
de la Commission constitutionnelle ... 17

16 janvier 1961.... N° 10-011 CAB.-MIL. — Arrêté portant recti-
ficatif à l'arrêté n° 10-239 CAB. MIL..... 17

7 décembre 1960. N° 10 894 CAB.-A.I.-D.P. — Décision mettant
un administrateur des Affaires d'Outre-
Mer à la disposition du Ministre de l'Eco-
nomie rurale 17

12 décembre. N° 10-900 I.G.N.-P.M. — Décision rayant des
contrôles un garde national..... 17

14 décembre..... N° 10-904 CAB.-D.P. — Décision portant
détachement d'un commis..... 17

14 décembre..... N° 10-906 I.G.N.-P.M. — Décision admettant
un garde national à la retraite.... 18

21 décembre..... N° 10-918 CAB.-P.M.-D.P. — Décision dési-
gnant des fonctionnaires pour suivre un
stage diplomatique 18

24 décembre..... N° 10-921 CAB.-MIL. — Décision portant
nomination d'un Chef de goum.. 18

27 décembre..... N° 10-624 I.G.N.-P.M. — Décision admettant
un garde national à la retraite..... 18

Ministère des Finances :

10 janvier 1961.... Décret n° 10-009 M.F. modifiant le décret
n° 10-027 du 8 février 1960, portant créa-
tion d'une régie d'avance pour le paie-
ment des factures de transport aérien à
l'intérieur et l'extérieur de la Mauritanie
sur les fonds du budget de la Mau-
ritanie 18

14 décembre 1960. N° 381 M.F.-A. — Arrêté modifiant l'arrêté
n° 290 M. F.-D. P. du 1^{er} octobre 1960,
créant une caisse d'avances destinée à
payer les dépenses effectuées à Paris à
l'occasion des fêtes de la proclamation
de l'Indépendance..... 18

10 janvier 1961.... N° 5. — Arrêté fixant le nombre de places
à attribuer au titre de l'année 1961 aux
concours directs des Douanes 18

2 décembre 1960. N° 1624 M.F.-D.P. — Décision nommant un
agent spécial 18

2 décembre.....	N° 1625 M.F.-D.P. — Décision nommant un agent spécial.....	18	<i>Ministère de l'Economie rurale :</i>
2 décembre.....	N° 1626 M.F.-D.P. — Décision constatant reprise de fonctions du Directeur des Finances.....	18	8 décembre 1960. Décret 10-252 portant classement des forêts de Tintane, Legdeim et El Mechra (cercle du Tagant).....
14 décembre.....	N° 1738 M.F.-D.P. — Décision nommant des agents spéciaux.....	19	27 décembre.....
16 décembre.....	N° 1769 M.F.-D.P. — Décision nommant un agent spécial.....	19	N° 410 M.E.R.-F.C. — Arrêté portant approbation des budgets des Sociétés des Prévoyance (année 1960).....
<i>Ministère des Travaux publics, des Transports, des Postes et Télécommunications :</i>			17 décembre.....
4 janvier 1961....	Décret n° 61-003 portant réglementation du transport automobile public mixte de voyageurs et de marchandises.....	19	N° 1770 M.E.R.-D.P. — Décision constatant les franchissements d'échelon des fonctionnaires du cadre de l'Elevage.....
4 janvier.....	Décret n° 61-004 portant création de taxes d'exploitation au port de Port-Etienne.....	20	17 décembre.....
20 décembre 1961.	N° 388 M.T.P. — Arrêté portant autorisation de construire à Port-Etienne.....	23	N° 1783 M.E.R.-D.P. — Décision constatant les franchissements d'échelon des fonctionnaires du cadre des Eaux et Forêts..
20 décembre.....	N° 389 M.T.P. — Arrêté portant autorisation construire à Port-Etienne.....	23	26 décembre.....
20 décembre.....	N° 390 M.T.P. — Arrêté portant autorisation de construire à Nouakchott.....	23	N° 1815 M.E.R.-FOR. — Décision constatant la démission d'une dactylographe.....
23 décembre.....	N° 401 M.T.P. — Arrêté portant autorisation de construire à Nouakchott.....	23	<i>Ministère de la Justice et de la Législation :</i>
27 décembre.....	N° 412 M.T.P.-D.P. — Arrêté portant avancement de fonctionnaires du cadre de la Météorologie.....	23	21 décembre 1960..
28 décembre.....	N° 413 M.T.P. — Arrêté portant autorisation de construire à Nouakchott.....	23	Décret n° 10-263 portant affectation d'un Greffier détaché.....
31 décembre.....	N° 414 M.T.P. — Arrêté portant autorisation de construire à Port-Etienne.....	24	20 décembre.....
4 janvier 1961....	N° 4 M.T.F.-O.P.T. — Arrêté portant promotions au titre de l'année 1960 dans le cadre des Postes et Télécommunications	24	N° 1793 M.J.L.-D.P. — Décision portant reclassement d'une dactylographe.....
11 janvier.....	N° 6 M.T.P.-CAB.-MI. — Arrêté portant autorisation de circuler.....	24	<i>Ministère du Plan, des Domaines, de l'Habitat et du Tourisme :</i>
17 janvier.....	N° 9 M.T.P.-CAB. — Arrêté portant agrément de l'Aérodrome de Choum.....	24	19 décembre 1960.
13 décembre 1960.	N° 1767 M.T.P.-D.P. — Décision constatant les franchissements d'échelon des fonctionnaires du cadre des Travaux publics	25	N° 10-256 CAB.-P.M.-D.P. — Décret portant nomination du Chef du Service Statistique de la République Islamique de Mauritanie.....
17 décembre.....	N° 1788 M.T.P.-D.P. — Décision radiant des cadres un agent technique.....	26	<i>Ministère de la Fonction publique et du Travail :</i>
21 décembre.....	N° 1799 M.T.P.-D.P. — Décision constatant les franchissements d'échelon des fonctionnaires du cadre de la Météorologie..	26	6 décembre 1960.
26 décembre.....	N° 1811 M.T.P.-S. — Décision accordant une rente viagère.....	26	N° 364 M.F.T.-D.P. — Arrêté portant radiation des cadres d'un secrétaire d'Administration.....
26 décembre.....	N° 1813 M.T.P.-S. — Décision accordant une rente viagère.....	26	19 décembre.....
26 décembre.....	N° 1814 M.T.P.-S. — Décision accordant une rente viagère.....	26	N° 387 M.F.T.-D.P. — Arrêté portant radiation des cadres d'un rédacteur.....
Témoignage officiel de satisfaction.....		27	23 décembre.....
			N° 403 M.F.T.-D.P.-F.P. — Arrêté portant promotions dans le cadre de l'Administration générale.....
			6 décembre.....
			N° 1655 M.F.T.-P.d. — Décision constatant les franchissements d'échelon dans le cadre des plantons.....
			10 décembre.....
			N° 1688 M.F.T.-P.d. — Décision portant reclassement d'un rédacteur.....
			10 décembre.....
			N° 1691 M.F.T.-D.P. — Décision constatant passages d'échelon dans le cadre de l'Administration générale.....
			10 décembre.....
			N° 1693 M.F.T.-D.P. — Décision acceptant la démission d'une dactylographe.....
			10 décembre.....
			N° 1694 M.F.T.-D.P. — Décision constatant passages d'échelon dans le corps des Secrétaires d'Administration.....
			15 décembre.....
			N° 1751 M.T.P.-D.F. — Décision suspendant de ses fonctions un secrétaire d'Administration.....
			15 décembre.....
			N° 1755 M.F.T.-D.P. — Décision portant affectation d'un moniteur de Formation Professionnelle.....

15 décembre N° 1756 M.F.T.-D.P. — Décision portant affectation d'une monitrice d'Enseignement commercial..... 32

Ministère du Commerce, de l'Industrie et des Mines :

22 décembre 1960.. N° 391 M.-C.I.M. — Arrêté portant ouverture d'une enquête de *commodo* et *incommodo* 32

2 janvier 1961.... N° 2 M.-C.I.M. — Arrêté autorisant la Société anonyme des Mines de Fer de Mauritanie à exploiter un dépôt d'hydrocarbures liquides de 1^{re} classe à Port-Etienne au lieu dit « Pointe du Chacal ». 32

15 décembre 1960.. N° 1745 M.C.I.M.-D.P. — Décision portant licenciement d'un planton 32

15 décembre N° 1746 M.C.I.M.-D.P. — Décision portant résiliation d'un contrat 32

Ministère de l'Intérieur :

19 décembre..... N° 10-258 M.INT D P. — Arrêté portant admission au concours professionnel des élèves-agents de Police..... 17

21 décembre 1960. N° 10-259 MINT-AG. — Arrêté allouant un cadeau-solde à M. Ahmed Salem Ould Meyerghba, notable des Eulebs Kobols de Boutilimit..... 33

21 décembre N° 10-260 MINT.-A.G. — Arrêté allouant un cadeau-solde à M. M'Hamed Ould El Henouni, notable à Atar..... 33

21 décembre N° 10-262 M.INT.-A.G. — Arrêté portant augmentation de la solde de M. Hahmed Ould Ahmedou Fall chef général des Tagouant (Subdivision de Boutilimit). 33

22 décembre. N° 10-264 M. INT.-R.G. — Arrêté portant ouverture d'un concours pour le recrutement d'élèves-agents de Police..... 33

22 décembre..... N° 10-265 M. INT.-R.G. — Arrêté portant ouverture d'un concours pour le recrutement d'élèves-inspecteurs de Police du cadre de la Police de Mauritanie.... 33

28 décembre N° 10-267 M.INT.-R.G. — Arrêté portant désignation du jury des concours portant recrutement d'élèves-inspecteurs et d'élèves-agents de Police..... 34

28 décembre N° 10-268 M.INT.-R.G. — Arrêté relatif au concours pour le recrutement d'élèves-inspecteurs et d'élèves-agents de Police en 1961..... 34

12 décembre..... N° 10-904 CAB.-P.M.-D.P. — Décision portant licenciement d'un mécanicien..... 35

Ministère de l'Education de la Jeunesse et des Sports

26 décembre 1961.. N° 409 M.F.J.-I.A. — Arrêté portant suppression et transfert de bourses..... 35

31 décembre..... N° 415 M.E.J.-I.A. — Arrêté portant attribution et modification de bourses scolaires pour la France..... 35

4 janvier 1961.... N° 10-001 P.M.-M.E.J. — Arrêté portant intégration d'un instituteur adjoint..... 35

4 janvier N° 10-002 P.M.-M.E.J. — Arrêté portant intégration d'un instituteur adjoint 35

21 décembre 1960. N° 1800 M.E.J.-I.A. — Décision fixant la date des examens des enseignements du Premier Degré et du Second Degré 1961..... 35

26 décembre..... N° 1816 M.E.J.-I.A.M. — Décision constatant la cessation de service d'un moniteur..... 35

26 décembre..... N° 1817 M.E.J.-I.A.M. — Décision portant titularisation d'instituteurs adjoints... 36

26 décembre N° 1818 M.E.J.-I.A.M. — Décision portant affectation d'une institutrice..... 36

26 décembre..... N° 1819 M.E.J.-I.A.M. — Décision portant affectation d'un instituteur..... 36

26 décembre..... N° 1820 M.E.J.-I.A. — Décision de subvention à l'Office des Etudiants d'Outre-Mer, 69, Quai d'Orsay, Paris VII°..... 36

26 décembre..... N° 1821 M.E.J.-I.A. — Décision portant mutations d'instituteurs..... 36

31 décembre..... N° 1838 M.E.J.-I.A. — Décision constatant l'absence d'une institutrice 36

Textes publiés à titre d'Information

Avis de concours à l'Institut d'Etudes Administratives Africaines. 36

Avis de concours n° 54 du 30 janvier 1961..... 37

PARTIE NON OFFICIELLE

Annonces 38

Partie officielle

ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE ISLAMIQUE DE MAURITANIE

LOIS ET ORDONNANCES

N° 60-189. — Loi portant création des forces armées nationales de la République Islamique de Mauritanie

L'Assemblée Nationale a délibéré et adopté

Le Premier Ministre promulgue la loi dont la teneur suit :

Article premier. — Pour assurer la défense du Territoire national, le maintien de l'ordre, et le respect des lois, des forces armées nationales sont créées en Mauritanie.

Art. 2. — La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Nouakchott, le 25 novembre 1960

MOKTAR OULD DADDAH,

DÉCRETS, ARRÊTÉS, DÉCISIONS et CIRCULAIRES**Premier Ministre :**

N° 60-191. — **DÉCRET** définissant les modalités d'application de la loi n° 60-118 du 13 juillet 1960, instituant deux Ordres Mauritanien.

LE PREMIER MINISTRE,

Vu la Constitution du 22 mars 1959 de la République islamique de Mauritanie ;

Vu le décret n° 59-006 portant règlement organique relatif aux attributions des Ministres ;

Vu la loi n° 60-118 du 13 juillet 1960, instituant deux Ordres Mauritanien.

Le Conseil des Ministres entendu,

DÉCRÈTE :

Article premier. — La Croix du Mérite National Mauritanien «Istahqaq», est définie comme suit :

La Croix du Mérite Mauritanien se compose d'une étoile à cinq branches reliées entre elles par un arc de cercle avec au centre, un motif qui comporte, à l'avant, le croissant de l'Islam et l'inscription en arabe «Mauritanie» et au revers, les mots, également en arabe «HONNEUR, FRATERNITE, JUSTICE».

Le fond de la décoration est émaillé vert, les motifs et les bordures sont en métal.

La Croix de Chevalier (ou 4^e classe) du module de 30 millimètres, est en argent.

La Croix d'Officier (ou 3^e classe), du module de 30 millimètres, est en vermeil.

La Croix de Commandeur (ou 2^e classe) du module de 45 millimètres, est en vermeil.

La Croix de Grand-Officier (ou 1^{re} classe), du module de 45 millimètres également en vermeil est, en outre, surmontée d'une bélière formée d'un croissant et d'une étoile.

Le ruban de la Croix de Chevalier (ou 4^e classe) d'une largeur de 30 millimètres est vert avec une bande jaune de 2 millimètres, et à 5,5 millimètres de chaque bord.

Le ruban de la Croix d'Officier (ou 3^e classe) également de 30 millimètres de largeur est vert avec, au milieu, une bande argent de 2 millimètres, et à 5,5 millimètres de chaque bord, une bande jaune de 2 millimètres.

Le ruban de la Croix de Commandeur (ou 2^e classe) d'une largeur de 41 millimètres est vert avec, au milieu, une bande argent de 2 millimètres et à 8 millimètres de chaque bord, une bande jaune de 2 millimètres. Il comporte en outre une rosette sur canapé argent.

Enfin, le ruban de la Croix de Grand-Officier (ou 1^{re} classe) est identique à celui de la Croix de Commandeur (ou 2^e classe) la rosette reposant sur canapé or.

Art. 2. — La Médaille d'Honneur Nationale Mauritanienne «Techerif» est définie comme suit :

La Médaille d'Honneur Mauritanienne est en vermeil du module de 40 millimètres.

Sur l'avant est représenté le croissant de l'Islam qui suit la base de la Médaille et d'où partent des rayons. Vers le milieu des rayons est placée une étoile.

Sur le revers figurent, inscrits en arabe, les mots «HONNEUR, FRATERNITE, JUSTICE».

Le fond de la Médaille est émaillé vert et les motifs ressortent en vermeil.

Cette décoration est surmontée d'une bélière composée du Croissant et de l'Etoile.

Le ruban d'une largeur de 40 millimètres est vert uni.

Art. 3. — La Croix du Mérite National Mauritanien et la Médaille d'Honneur Nationale Mauritanienne se portent pendants sur côté gauche de la poitrine.

Elles peuvent également se porter sous forme de ruban ou rosette à la boutonnière gauche.

Art. 4. — La remise de ces décorations est faite par le Grand Chancelier ou par l'un des membres du Conseil de l'Ordre agissant sur sa délégation.

Cette remise comporte attribution de la Médaille ou de la Croix et d'un diplôme attestant le titre et le grade de son bénéficiaire.

Art. 5. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République Islamique de Mauritanie.

Nouakchott, le 25 novembre 1960.

Le Premier Ministre,
MOKTAR OULD DADDAH.

Par décret n° 10-238 CAB.DP. du 30 novembre 1960 :

Article premier. — M. Tessier André, administrateur 7^e échelon des Affaires d'Outre-Mer arrivé en Mauritanie, le 8 novembre 1960, est remis à la disposition de la République Française.

Par décret n° 10-254 CAB.AI.DP. du 17 décembre 1960 :

Article premier. — M. Ahmed Ould Bah, administrateur 2^e échelon des Affaires d'Outre-Mer, précédemment commandant de cercle du Hodh-Oriental, est nommé directeur des Affaires Intérieures.

Art. 2. — Le traitement de l'intéressé demeure imputable au budget de la République Française (Assistance technique).

N° 10.257 CAB-MILI. — ARRÊTÉ fixant les effectifs des goumiers nationaux.

LE PREMIER MINISTRE,

Vu la Constitution du 22 mars 1959 de la République Islamique de Mauritanie ;

Vu le décret n° 60.026 portant création des unités de Police nomades.

ARRÊTE :

Article premier. — Compte tenu d'une part, de la création du Goum national d'honneur et d'autre part de la motorisation de certaines unités, les effectifs des Goums nationaux sont fixés comme suit à compter du 1er octobre 1960.

ADRAR	Chefs de Goum	Chefs de Mejbour	Chefs de Chouf	Goumiers	Total
ATAR : 1 Goum.....	1	2	5(1)	30	38
FORT-GOURAUD : 1 Mejbour.....		1	2	20	23
FORT-TRINQUET : 1 Goum et 1 Mejbour.....	1	3	5	50	59
BAIE-DU-LEVRIER : 1 Mejbour....		1	2	18	21
INCHIRI : 1 Mejbour.....		1	2	18	21
TRARZA : 1 Goum.....	1	2	3	27	33
TAGANT : 1 Mejbour.....		1	2	18	21
BRAKNA : 1 Mejbour.....		1	2	18	21
HODH-ORIENTAL : 1 Goum renforcé à 2 Mejbours.....	1	2	5(2)	36	44
HODH-OCCIDENTAL : 1 Goum....	1	2	4(2)	27	34
ASSABA : 1 Mejbour.....		1	2	18	21
GORGOL : 1 Chouf.....			1	9	10
GUIDIMAKA : 1 Chouf.....			1	9	10
NOUAKCHOTT : Goum national d'honneur.....	1	2	4(2)	28	35
EFFECTIF TOTAL :.....	6	19	40(3)	326	391

(1) dont 2 chauffeurs.

(2) dont 1 chauffeur.

(3) dont 5 chauffeurs.

Art. 2. — Cet arrêté annule et remplace les arrêtés n° 10.016 et 10.086 CAB-MILI en date du 25 janvier 1960 et du 28 mai 1960.

Art. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Nouakchott, le 19 décembre 1960.

Pour le Premier Ministre absent :
Le Ministre chargé de l'intérim.

Amadou Diadie Samba Drom.

Par arrêté n° 10-258 M.INT.DP. du 19 décembre 1960 :

Article premier. — Les candidats dont les noms suivent sont, par ordre de mérite déclarés admis au concours professionnel du 18 février 1960 et nommés élèves agents de police pour compter de la veille de leur mise en route sur l'Ecole de Police de Dakar. (indice local 150).

- Mohamed Cheikh Ould Salam, Nouakchott ;
- Mohamed Abdallahi Ould Brahim, Rosso ;
- Sidi Mamadou Konaté, Rosso ;
- Mohamed Ould Tlayor, Atar ;
- Mohamed Ould Ahmeyada, Atar.

Par arrêté n° 10-266 du 23 décembre 1960 :

Article premier. — M. Yacoub Ould Boumediana, directeur général de l'Information et de la Radio est nommé membre de la Commission Constitutionnelle, en remplacement de M. Ahmed Ould Abdallahi, nommé chef de la subdivision de Moudjéria par décret n° 60-160 susvisé.

Par arrêté n° 10-011 CAB.MILI. du 16 janvier 1961,

Article premier. — Sur leur demande, les candidats dont les noms suivent sont rayés de la liste d'admissibilité au concours pour le recrutement d'Elèves Officiers de Réserve :

- Cheikh Ould Ismail Ould Salek ;
- Mohamed Ould Hamed Cherif.

Par décision n° 10-894 CAB.AL.DP. du 7 décembre 1960 :

Article premier. — M. Bastouil Yvan, administrateur 5° échelon des Affaires d'Outre-Mer, précédemment commandant de cercle du Tagant est mis à la disposition du Ministre de l'Economie rurale.

Art. 2. — Le traitement de l'intéressé demeure imputable au budget de la République Française (Assistance technique)

Par décision n° 10-900 I.G.N.-P.M. du 12 décembre 1960 :

Article premier. — Est rayé des contrôles du Corps de la Garde Nationale de la Mauritanie pour compter du 20 novembre 1960, le garde national de 3° échelon Hamady Bandiol matricule 969 en service au Dépôt de Rosso, intégré dans la Gendarmerie en qualité d'élève auxiliaire.

Par décision n° 10-904 CAB. DP du 14 décembre 1960 :

Article premier. — M. Zein Ould Maloum, commis de 2° classe 1^{er} échelon indice local 335, groupe V, précédemment en service à la Direction des Finances à Saint-Louis, est placé en position de détachement sans solde pour une période de six mois, pour compter du 1^{er} janvier 1961 en vue d'effectuer à Paris un stage de spécialisation organisé par la Direction des Assurances du Ministère français des Finances et des Affaires Economiques.

Par décision n° 10-906 I.G.N.-P.M. du 14 décembre 1960 :

Article premier. — Est admis à la retraite proportionnelle après 15 ans de services à compter du 1^{er} janvier 1961, le garde national méhariste de 3^e échelon Mahjoub Ould Brahim, matricule 187 en service à Moudjéria.

Par décision n° 10.918 CAB.-P.M.-D.P. du 21 décembre 1960 :

Article premier. — Les fonctionnaires dont les noms suivent sont désignés pour suivre un stage diplomatique à l'Institut des Hautes Etudes d'Outre-Mer :

Sass Ould Guid, commis de 3^e classe 4^e échelon indice 295 (ancienne imputation budgétaire : chapitre 3-3, article 5.)

Bà Mohamed Abdallahi, commis de 3^e classe 4^e échelon indice 295 (ancienne imputation budgétaire : chapitre 3-3, article 5.)

Ahmed Ould Dié, instituteur adjoint 1^{er} échelon indice 357 (ancienne imputation budgétaire : chapitre 3-3, article 6.)

Mohamed Ghali Ould El Bou, aide-météorologiste de 2^e échelon indice 25 (ancienne imputation budgétaire : chapitre 18-1).

Par décision n° 10.921 CAB.-MILI du 24 décembre 1960 :

Article premier. — Est nommé chef de Goum pour prendre le Commandement du Goum National d'Honneur de la Capitale, le nommé Diah Ould Mayouf

Art. 2. — Cette nomination prend effet pour compter du 1^{er} décembre 1960. L'intéressé percevra la solde et l'indemnité prévues pour sa fonction sur les crédits du budget local chapitre 5-5 article 1 délégués au Chef de la subdivision de Nouakchott.

Par décision n° 10-924 I.G.N.-P.M. du 27 décembre 1960 :

Article premier. — Est admis à la retraite proportionnelle après 17 ans de services pour compter du 17 décembre 1960, le garde de 3^e échelon Sidy Mohamed Ould Bouleiba, m^{le} 212, en service à Akjout et actuellement en congé à Tidjikja.

Ministère des Finances :

Par décret n° 10-009 M.F. du 10 janvier 1961 :

Article premier. — L'article 2 du décret n° 10-027, est modifié comme suit :

Une avance renouvelable, fixée à 27 millions est mise à la disposition du Régisseur comme premier fonds de roulement.

Cette avance est imputée comme suit :

— 20 millions sur les crédits ouverts au titre des transports aériens dans les différents Ministères ;

— 5.500.000 frs sur le chapitre 13-1 article 1 ;

- 500.000 frs sur le chapitre 13-2 article 7 ;
- 500.000 frs sur le chapitre 13-2 article 8 ;
- 500.000 frs sur le chapitre 17-4 article 1.

Par arrêté n° 381 M.F.-A. du 14 décembre 1960 :

Article premier. — L'article 2 de l'arrêté n° 290-M.F.-D.F. est modifié comme suit :

Le montant maximum des avances consenties à cette caisse est fixé 135.000.000 de francs C.F.A (cent trente-cinq millions de francs C.F.A).

Par arrêté n° 5 du 10 janvier 1961 :

Article premier. — Le nombre de places mises aux différents concours directs qui ont eu lieu les 17 et 18 octobre 1960 est fixé comme suit au titre de l'année 1961 :

- Contrôleurs..... 2 places ;
- Sous-Brigadiers..... 2 places ;
- Gardes..... 5 places ;

Par décision n° 1624 M.F.-D.P. du 2 décembre 1960 :

Article premier. — M. Wade Babacar, secrétaire d'Administration de 2^e classe 2^e échelon (indice local 503, groupe IV), en service à la Direction des Finances à Saint-Louis, est mis à la disposition du Commandant de cercle de l'Adrar et nommé agent spécial et dépositaire-comptable du matériel en service à Fort-Gouraud.

Par décision n° 1625 M.F.-D.P. du 2 décembre 1960 :

Article premier. — M. Baoba Ould Abass, commis de 3^e classe 4^e échelon du cadre de l'Administration générale, précédemment en service à Atar, est nommé agent spécial et dépositaire-comptable du matériel en service à Fort-Trinquet.

Par décision n° 1626 M.F.-D.P. du 2 décembre 1960 :

Article premier. — M. Baldensperger Jacques, Administrateur en chef de classe exceptionnelle des Affaires d'Outre-Mer, titulaire d'un congé administratif de deux mois arrivé à expiration le 20 octobre 1960 reprend ses fonctions de Directeur des Finances et Conseiller technique du Ministre des Finances pour compter du 21 octobre 1960 date de son arrivée à Saint-Louis.

Par décision n° 1738 M.F.D.P. du 14 décembre 1960 :

Article premier. — M. Cissé Daouda, secrétaire d'Administration de 2^e classe 1^{er} échelon (indice local 458, Groupe V), précédemment agent spécial à Moudjéria, est nommé agent spécial et dépositaire-comptable du matériel en service à Aleg, en remplacement de M. Kane Ousseynou.

Art. 2. — M. Kane Ousseynou, rédacteur de 3^e classe 1^{er} échelon (indice local 502, groupe IV), précédemment agent spécial à Aleg, est nommé agent spécial et dépositaire-comptable du matériel en service à Néma, en remplacement de M. Sarr Amiatou suspendu de ses fonctions.

Art. 3. — M. N'Diaye Malick, commis de 3^e classe 1^{er} échelon (indice local 245, groupe VI), précédemment en service à la Direction des Finances à Saint-Louis, est nommé agent spécial et dépositaire-comptable du matériel en service à Moudjéria, en remplacement de M. Cissé Daouda (Imputation budgétaire ancienne R.I.M. chapitre 6-1 article 3).

Par décision n° 1769 M.F.D.P. du 16 décembre 1960 :

Article premier. — M. Garcia Damien, attaché de 2^e classe 3^e échelon, est nommé provisoirement agent spécial et dépositaire-comptable du matériel en service à Néma, en attendant l'installation de M. Kane Ousseynou.

Art. 2. — La solde de l'intéressé demeure imputable au budget de la République Française (Fonds d'Aide et de Coopération).

Ministère des Travaux publics, des Transports, des Postes et Télécommunications :

N° 61.003. — DÉCRET portant réglementation du transport automobile public mixte de voyageurs et de marchandises.

LE PREMIER MINISTRE,

Sur le rapport du Ministre des Travaux publics;

Vu la Constitution du 22 mars 1959 de la République Islamique de Mauritanie ;

Vu le décret 59.006 du 1^{er} avril 1959 relatif aux attributions des Ministres ;

Vu l'arrêté général n° 6564 M. du 7 août 1956 rendant obligatoire l'assurance des véhicules automobiles affectés ou susceptibles d'être affectés à des transports publics de marchandises ou à des transports publics mixtes de voyageurs et de marchandises;

Vu l'article 9 de l'arrêté général n° 8467 E.B. du 15 oct. 1958 laissant au Ministre compétent de chaque Etat le soin de déterminer les conditions que doivent remplir les véhicules utilisés au transport mixte;

Le Conseil des Ministres entendu,

DÉCRÈTE :

Article premier. — Le présent décret a pour objet d'établir les règles de sécurité des transports publics mixtes effectués avec des véhicules utilitaires à l'intérieur de la République Islamique de Mauritanie.

Art. 2. — Les véhicules utilisés à ces transports devront répondre aux prescriptions générales fixées par l'arrêté n° 6138 M du 24 juillet 1956 et les textes qui l'ont modifié. Ils répondront en outre aux prescriptions particulières qui suivent, édictées pour assurer la sécurité des voyageurs.

L'aménagement des véhicules comportera obligatoirement au *minimum* :

- 1 Des ridelles et un panneau arrière rabattable, solidement réunis et d'une hauteur minimum d'un mètre.
- 2 Un compteur de vitesse ;
- 3 Une roue de secours ;
- 4 Une pharmacie ;
- 5 Un extincteur d'incendie.

Le transport des passagers installés sur les marchandises est toléré à condition que celles-ci soient arrimées au moyen de baches, cordes ou chaînes, de telle sorte qu'elles ne puissent constituer un danger pour les passagers du fait de leur déplacement.

Art. 3. — Le transport mixte de voyageurs et d'animaux (bovins, ovins, caprins) est formellement interdit. Toutefois les dérogations suivantes pourront être accordées :

- Transports d'animaux avec leurs bergers ;
- Transport, par véhicule, de deux ovins ou caprins appartenant en propre à l'un des passagers.

Aucun transport mixte de voyageurs et de marchandises n'est autorisé, si les marchandises consistent en matières inflammables, dangereuses ou infectes.

Art. 4. — Le nombre de places à attribuer ne pourra en aucun cas dépasser vingt. Chaque place attribuée est considérée comme équivalente à 100 kilogrammes de charge utile, bagages à main compris. Par bagages à main, il faut entendre les bagages et affaires personnelles qui peuvent servir au cours d'un trajet.

Art. 5. — Compte tenu du nombre de places attribuées à raison de 100 Kgs de charge utile par place, et du poids de la marchandise transportée, les véhicules ne devront en aucun cas être surchargés par rapport au poids total maximum autorisé en charge, tel qu'il est fixé par les constructeurs et indiqué sur les cartes grises.

Soit : (nombre de voyageurs x 100 Kgs) + (poids marchandises) = charge utile.

Le nombre maximum de voyageurs et le poids des marchandises dont l'admission dans le véhicule est autorisée devra être inscrit sur la portière gauche du véhicule, d'une manière très apparente.

Art. 6. — Tout conducteur de véhicule affecté à des transports mixtes de voyageurs et de marchandises doit obligatoirement être titulaire du permis de transport en commun.

Les véhicules autorisés à effectuer des transports mixtes sont assujettis à la réglementation prévue par l'arrêté général n° 6138 M du 24 juillet 1956 instaurant des visites techniques périodiques obligatoires pour les véhicules de transport en commun.

Les transporteurs déjà en possession de cartes jaunes auront un délai de 90 jours à compter de la publication du présent décret au *Journal officiel* de la République Islamique de Mauritanie, pour se mettre en règle.

Les nouveaux transporteurs non encore en possession des autorisations de transport mixte réglementaires ne pourront obtenir la délivrance de la carte jaune qu'autant que leurs véhicules auront reçu au préalable les aménagements prescrits par le présent décret.

Art. 7. — Les transporteurs des Etats voisins, autorisés à circuler en Mauritanie devront se conformer à ces mêmes dispositions et seront passibles des mêmes sanctions en cas d'infraction que celles applicables aux transporteurs mauritaniens.

Art. 8. — Les infractions aux dispositions du présent décret seront passibles des sanctions prévues par l'ordonnance n° 59.005 du 1^{er} avril 1959.

Les procès-verbaux constatant les infractions prévues au présent décret seront transmis sans délai aux autorités administratives et judiciaires compétentes.

Les infractions seront constatées dans la forme ordinaire des contraventions par tous agents qualifiés et en outre elles pourront l'être par tous fonctionnaires qui seraient spécialement désignés par arrêtés du Ministre des Travaux publics et qui, après avoir été assermentés, recevraient de l'autorité administrative une carte de service constatant leur qualité.

Art. 9. — Le Ministre des Travaux publics, des Transports, des Postes et Télécommunications est chargé de l'exécution du présent décret qui sera enregistré, publié au *Journal officiel* de la République Islamique de Mauritanie et communiqué partout où besoin sera.

Nouakchott, le 4 janvier 1961

Par le Premier Ministre :

MOKTAR OULD DADDAH.

*Le Ministre des Travaux publics,
Transports, Postes et Télécommunications,
AMADOU DIADIÉ SAMBA DIOM.*

N° 61.004. — DÉCRET portant création de taxes d'exploitation au port de Port-Etienne.

LE PREMIER MINISTRE,

Sur le rapport du Ministre des Travaux publics et des Transports ;

Vu la délibération du 22 mars 1959 de l'Assemblée constituante et délibérante de la République Islamique de Mauritanie adoptant la constitution de la République Islamique de Mauritanie ;

Vu le décret 59.006 du 1^{er} avril 1959 relatif aux attributions des Ministres ;

Vu l'arrêté n° 1440 du 6 mai 1927 modifié le 27 novembre 1929 portant organisation et fixant les attributions et le fonctionnement des services permanents des Travaux Publics ;

Vu l'arrêté général du 1^{er} avril 1914, modifié par arrêtés du 14 août 1949 et du 19 mai 1952 classant Port-Etienne comme port d'attache en Mauritanie et fixant les limites de la rade de Port-Etienne ;

Vu l'annexe 4 à la convention de longue durée du 24 octobre 1959 passée entre la République Islamique de Mauritanie et la Société anonyme des Mines de Fer de Mauritanie (MIFERMA) ;

Vu la convention passée en exécution de la précédente le 18 juin 1960 entre la République Islamique de Mauritanie et la Société d'Acconage et de Manutention en Mauritanie (SAMMA) ;

Vu la loi des Finances 1961.

Le Conseil des Ministres entendu,

DÉCRÈTE :

TAXES DE SÉJOUR

Article premier. — Les navires stationnés au mouillage ou à quai dans les limites du port sont soumis à une taxe de séjour fixée par les barèmes annexés. Cette taxe est établie pour tenir compte des aménagements et services généraux du port (signalisation maritime, dragages, radio-communications, police du plan d'eau etc...).

Toutefois en application de l'annexe 4 à la convention RIM-MIFERMA du 24 oct. 1959 et de la convention RIM-SAMMA du 18 juin 1960 et pendant toute la période dite d'installation fixée par ces conventions, les navires effectuant des opérations commerciales pour le compte des Sociétés MIFERMA ou SAMMA ne sont soumis qu'à la taxe unique visée à l'article 3 ci-après.

La SAMMA étant pendant cette période concessionnaire des opérations de manutention autres que le déchargement des chalutiers et des hydrocarbures en vrac, la taxe de séjour est applicable suivant leur tonnage aux navires n'effectuant aucune opération commerciale du ressort de la SAMMA. Sera considéré comme effectuant des opérations commerciales du ressort de la SAMMA tout navire embarquant ou débarquant au wharf ou sur allège vers le quai de chalange plus de 5 tonnes de marchandises diverses.

La taxe de séjour comporte : à quai un délai franc de 24 heures pour les seuls navires d'un tonnage inférieur à 150 tonneaux de jauge brute; en rade, un délai franc de 30 jours pour ces mêmes navires ainsi que pour tous les navires armés à la pêche ou à la plaisance quelque soit leur tonnage.

Les navires supérieurs à 150 tonneaux restant moins de 24 heures dans le port seront taxés pour un jour entier. Les périodes entières de 24 heures sont taxées au tarif indiqué et d'après l'emplacement du navire au cours de chaque période. La fraction de jour inférieure à 24 heures précédant le départ du navire ne sera pas taxée.

Les navires en relâche forcée pour raison d'avarie ou tout autre cas de force majeure ainsi que les navires désarmés ne payeront que la moitié de ces taxes à partir du jour où la déclaration de relâche forcée ou désarmement aura été reçue par l'officier de port et à la condition que pendant la période en question il n'effectue aucune opération commerciale.

TAXES D'EMBARQUEMENT OU DE DÉBARQUEMENT D'HYDROCARBURES EN VRAC

Art. 2. — La quotité des taxes perçues à ce titre est fixée par tonne métrique de poids brut déchargé ou chargé. Dans le décompte de la taxe toute fraction de tonne sera comptée pour une tonne entière. La taxe ne sera perçue qu'une fois qu'elle soit déchargée directement vers des installations terrestres ou par intermédiaire d'un bateau citerne de stockage.

Elle ne sera perçue à nouveau à l'embarquement que si elle constitue une opération commerciale et non une simple opération de ravitaillement des navires en combustible.

TAXES DE DÉBARQUEMENT OU D'EMBARQUEMENT DE MARCHANDISES DIVERSES SUR LE WHARF ADMINISTRATIF OU LES QUAI DE CHALANDAGE

Art. 3. — La quotité des taxes perçues est fixée par tonne métrique de poids brut suivant les barèmes : toute fraction de tonne étant comptée pour une tonne entière. Les débarquements, transbordements ou embarquements de marchandises qui nécessiteraient des opérations intermédiaires à l'aide d'allège n'ont à acquitter qu'une seule fois la taxe. Toutefois en application de la convention du 18 juin 1960 passée entre la République Islamique de Mauritanie et la SAMMA, le produit de la taxe correspondant au déchargement des marchandises passant par les quais de chalandage construits par la SAMMA, sera versé directement à cette Société. Seules les taxes sur les marchandises débarquées ou embarquées au wharf administratif sont perçues au profit du budget.

SURTAXE POUR STATIONNEMENT ABUSIF SUR LE WHARF ET LA PASSERELLE

Art. 4. — Cette taxe est appliquée au mètre carré d'occupation du wharf et de la passerelle avec un délai franc de 24 heures. Pendant la durée de la concession d'aconage de la SAMMA sur les ouvrages intéressés l'application de cette taxe est faite directement par l'Administration à la société SAMMA, chargée des opérations d'embarquement et de débarquement.

UTILISATION DU SLIP-WAY DE 250 TONNES

Art. 5. — Le Commandant de tout navire désirant occuper le slip-way pour réparation ou carénage du bâtiment doit en faire la demande écrite au service du port en spécifiant la durée d'occupation et le genre de travaux à effectuer. La présentation sur le slip-way se fera à l'heure indiquée par le service du port. Les manœuvres seront ordonnées par l'officier ou maître de port.

Le service du port décline toute responsabilité vis-à-vis des clients en cas d'avarie ou perte, que la cause doive en être imputée à son personnel ou au client. Pendant toute la durée du séjour sur le slip-way le client doit assurer la surveillance de son navire par son personnel. En cas de grattage et de calfatage, il devra prendre toute précaution utile pour éviter tout risque d'incendie. En outre, le client est responsable des avaries infligées au slip-way par sa faute.

La taxe d'utilisation du slip-way comprend : une taxe pour l'opération de hissage et de descente et une taxe d'occupation journalière proportionnelle au tonnage pour les premières 24 heures — une taxe forfaitaire mais progressive à partir du 2e jour.

En outre, une majoration de 10 % est appliquée à la première de ces taxes si l'opération est effectuée entre 12 heures et 14 heures et de 50 % si l'opération est effectuée soit de nuit (21 h. à 3 h.) soit les dimanches ou jours fériés.

LOCATION DE MATÉRIEL FLOTTANT

Art. 6. — Un certain nombre d'engins flottants peuvent être mis à la disposition de la clientèle dans les conditions prévues au barème joint. En particulier, ce matériel comporte la location d'une vedette de 50 CV appartenant au service du port pour les concours apportés aux navires lors des opérations d'entrée au port. La location s'entend du départ au retour du poste d'accostage de l'engin, toute heure commencée étant due. Les autres engins, remorqueurs chalands matériel divers sont loués dans les mêmes conditions pour les manœuvres diverses et opérations de déchargement des navires, en application des conditions prévues par la convention RIM-SAMMA du 18 juin 1960.

OCCUPATION DES TERRE-PLEINS CONCÉDÉS

Art. 7. — L'occupation des terre-pleins concédés donne lieu à la perception par le concessionnaire d'une taxe d'occupation fixée par unité payante (tonne, m³, unité) et par jour franc, au delà du 5e jour à compter de l'avis de mise à disposition des réceptionnaires, avis affiché dans les bureaux de la SAMMA, en application de la convention RIM-SAMMA du 18 juin 1960.

OCCUPATION DES MAGASINS

Art. 8. — L'occupation des magasins couverts construits par le concessionnaire donne lieu à la perception par celui-ci d'une taxe d'occupation fixée par unité payante et par jour franc, au-delà du 5e jour à compter de l'avis de mise à disposition affiché dans les bureaux de la SAMMA, en application de la convention RIM-SAMMA du 18 juin 1960.

LIQUIDATION ET PERCEPTION

Art. 9. — Les taxes de séjour des navires (art. 1) de chargement ou de déchargement d'hydrocarbures en vrac (art. 2x) et de stationnement abusif sur le wharf (art. 4) sont liquidées et perçues directement par les services d'exploitation du port (percepteur receveur du service des Travaux publics). Elles sont versées au service du Trésor pour être rattachées au budget.

Les taxes d'embarquement et de débarquement de marchandises diverses (art. 3) sont perçues sur les utilisateurs par la SAMMA en application de la convention du 18 juin 1960. Le reversement au Trésor de la part de ces taxes afférente à l'utilisation du wharf est effectuée périodiquement par la SAMMA sur états de reversement établis par les services maritimes du port.

Les taxes d'usage établies pour l'utilisation des outillages et matériels divers (art. 5, 6, 7, 8.) sont perçues soit par les services d'exploitation du port (slip-way, location de vedette) qui en reversent le produit au service du Trésor pour rattachement au budget, soit par le service concessionnaire de l'outillage (remorqueurs, chalands, etc...) pour les matériels gérés par lui.

Art. 10. — Les montants des taxes d'exploitation et d'utilisation des installations du port de commerce de Port-Etienne sont fixées conformément à l'annexe I du présent décret.

Art. 11. — Le présent décret est applicable à compter du 1^{er} janvier 1961 le Ministre des Travaux publics et des Transports et le Ministre des Finances sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'application du présent décret qui sera publié au J.O.

Nouakchott, le 4 janvier 1961.

Par le Premier Ministre :

MOKTAR OULD DADDAH.

*Le Ministre des Travaux publics,
Transports, Postes et Télécommunications,*
AMADOU DIADIE SAMBA DIOM.

Le Ministre des Finances,
M. COMPAGNET.

ANNEXE I AU DECRET N° 61.004
BARÈME DES TAXES D'EXPLOITATION DU PORT
DE PORT-ÉTIENNE

N° DE LA TAXE	DESIGNATION	TAUX EN FRANCS CFA
1°/	CHAPITRE 1er. — TAXES GÉNÉRALES	
	<i>Taxes de séjour (1)</i>	
1,1	A quai. — de 5 à 20 tonneaux délai franc de 24 h.	300
1,2	de 20 - 150 tonneaux délai franc de 24h	1.000
1,3	de 150 à 1.000 tonneaux le jour d'arrivée comptant pour 24 h.....	2.000
1,4	Au-dessus de 1.000 tonneaux le jour d'arrivée comptant pour 24 h.....	4.000
1,5	En rade. — de 5 à 150 tonneaux - délai franc 30 j.	150
1,6	Au-dessus de 150 tonneaux navires armés à la pêche avec délai franc de 30 jours	500
1,7	Au-dessus de 150 tonneaux autres navires avec délai franc de 24 h.....	1.000
2°/	<i>Taxes de déchargement ou chargement d'hydrocarbures en vrac (2) (3)</i>	
	— La tonne débarquée (ou embarquée) en vrac, sur (ou à partir de) réservoirs à terre ou tanker stationné à demeure.....	50
3°/	<i>Taxes de débarquement ou embarquement de marchandises diverses, par le wharf ou le quai de chalandage (4)</i>	
	— La tonne métrique.....	150
	CHAPITRE II. — TAXES D'USAGE	
4°/	<i>Stationnement abusif de matériel ou marchandises sur le wharf et ses ouvrages d'accès.</i>	
	— Par mètre carré et par jour, au-delà d'un délai franc de 24 heures.....	10
5°/	<i>Utilisation du slip-way de 250 T.</i>	
5,1	— Hissage et descente (5)	7.500
5,2	— Occupation pendant les premières 24 h. par tonneau de jauge brute.....	200
5,3	— Deuxième journée	2.500

- (1) Est exonéré de la taxe de séjour tout navire effectuant des opérations commerciales passibles de la taxe n° 3 (embarquement ou débarquement de plus de 5 tonnes de marchandises diverses sur le wharf ou le quai de chalandage).
- (2) Les hydrocarbures déchargés sur tanker stationné à demeure et refoulés à terre ne paient qu'une fois la taxe de déchargement.
- (3) Sont exonérés de la taxe de débarquement ou d'embarquement les navires embarquant ou débarquant moins de 5 T. de marchandise — les navires venant se ravitailler en eau, vives ou combustibles, etc...).
- (4) Les marchandises en transbordement direct ou en transit déchargées d'un navire et réembarquées sur un autre navire sans avoir quitté le port, avec ou sans mise sur chaland ne paieront qu'une fois une taxe égale à 50% de celles indiquées.
- (5) Majoration de 10% pour les opérations effectuées entre 12 h. et 14 h. Majoration de 50% pour les opérations effectuées les dimanches et jours fériés ou de nuit entre 21 h. et 8 heures.

N° DE LA TAXE	DESIGNATION	TAUX EN FRANCS CFA
5,4	— Troisième journée	5.000
5,5	— Par jour au delà du troisième.....	7.500
6°/	<i>Location de matériel naval</i>	
6,1	— Location d'une vedette de 50 CV toutes sujétions de personnel et matières comprises du départ au retour du poste d'accostage, l'heure.	2.000
6,2	— Location d'un remorqueur de 150 CV (1) toutes sujétions de personnel et matières comprises du départ au retour au poste d'accostage — l'heure	5.000
6,3	— Location d'un remorqueur de 300 CV (1) toutes sujétions de personnel et matières comprises du départ au retour au poste d'accostage — l'heure	7.500
6,4	— Location d'un chaland de charge utile maximum de 200 T. (1) non compris le remorqueur du départ au retour au poste d'accostage — l'heure	2.500
6,5	<i>Utilisation du ponton mâtire de 150 T.</i>	
	En plus-value aux tarifs généraux d'acconage non compris remorquage.	
	— Par vacation égale ou inférieure à 4 heures complètes du départ au retour de l'engin à son mouillage — la vacation.....	65.000
	— Par vacation d'une durée comprise entre 4 et 8 heures — la vacation.....	110.000
7	<i>Occupation de terre-pleins portuaires gérés par le concessionnaire</i>	
	Par unité payante (tonne ou m3) et par jour franc au delà du cinquième jour.....	50
8	<i>Occupation des magasins couverts du concessionnaire</i>	
	Par unité payante (tonne ou m3) et par jour franc au delà du cinquième jour.....	100

- (1) En cas de location journalière le tarif de location sera égal à 6 fois le tarif horaire pour huit heures de travail continu. Au delà de ces huit heures il sera fait application du tarif horaire.

La location des autres matériels navals sera fait par le concessionnaire sur la base horaire de 8/10.000 de la valeur même actualisée pour les engins automoteurs, et de 5/10.000 de cette valeur pour les engins non automoteurs.

Nota important. — Les tarifs de locations d'outillage n° 6,2 à 8, établis par le concessionnaire sont susceptibles de révision en fonction des conditions économiques. Les prix indiqués sont ceux en vigueur au 1er février 1960.

Par arrêté n° 388 M.T.P. du 20 décembre 1960 :

Article premier. — L'Entreprise Générale Atlantique (Port-Etienne), est autorisée à construire à Port-Etienne un bâtiment à usage de hangar-magasin-atelier.

Ce bâtiment devra être exécuté conformément au dossier visé par la Direction des Travaux publics.

Art. 2. — Le bénéficiaire de la présente autorisation conserve l'entière responsabilité des travaux exécutés.

Par arrêté n° 389 M.T.P. du 20 octobre 1960 :

Article premier. — La Compagnie Générale d'Electricité (Dakar) est autorisée à construire à Port-Etienne un bâtiment à usage de logement. Ce bâtiment devra être exécuté conformément aux plans visés par la Direction des Travaux publics de la Mauritanie.

Art. 2. — Le bénéficiaire de la présente autorisation conserve l'entière responsabilité des travaux exécutés.

Par arrêté n° 390 M.T.P. du 20 décembre 1960 :

Article premier. — Le Haut-Commissariat auprès de la République Islamique de Mauritanie est autorisé à construire à Nouakchott-Capitale un ensemble de bâtiments à usage de logements et de bureaux conformément au dossier visé par la Direction des Travaux publics.

Ces constructions comprennent :

- 1 bâtiment à usage de bureaux ;
- 1 bâtiment type 1 bis ;
- 2 bâtiments type 2 ;
- 1 bâtiment type 3 avec garage ;
- 1 bâtiment type 4 avec garage ;

Ces constructions seront édifiées dans l'ilot 27 du plan de lotissement.

Art. 2. — Le bénéficiaire de la présente autorisation conserve l'entière responsabilité des travaux exécutés.

Par arrêté n° 401 M.T.P. du 23 décembre 1960 :

Article premier. — M. Moktar Ould Touinsi, adjoint au Résident de Nouakchott, est autorisé à construire à Nouakchott-Capitale, Ilot K, parcelles 109-110-111-112- Zone Médina disciplinée, une construction à usage de logement, conformément au pièces du dossier d'autorisation de construire visées par la Direction des Travaux publics.

Toutefois, l'intéressé devra se mettre en règle avec la Direction des Domaines avant tout début de construction, en ce qui concerne le permis d'occupation.

Art. 2. — Le bénéficiaire de la présente autorisation conserve l'entière responsabilité des travaux exécutés.

Par arrêté n° 412 M.T.P.-D.P. du 27 décembre 1960 :

Article premier. — Sont promus pour compter des dates ci-dessus, les fonctionnaires du cadre de la Météorologie dont les noms suivent par ordre de mérite :

Au grade d'assistant météorologiste de 2^e classe 1^{er} échelon :

Les Aides-météorologistes adjoints 4^e échelon dont les noms suivent :

Pour compter du 1^{er} janvier 1960 :

- Lô Tidiane, A.C. : 6 mois, Saint-Louis ;
- Diaw Mohamed, A.C. : 3 mois, Saint-Louis ;
- Samb Ousseynou, A.C. : 1 an, Néma ;
- Cissé Daouda, A.C. 9 mois 2 jours, Atar ;

Pour compter du 9 septembre 1960 :

- Diagne Papa Aroua, A.C. Néant, Nouakchott ;

Pour compter du 25 septembre 1960 :

- Faye Issa, A.C., Néant, Akjoujt ;

Au grade d'assistant de 1^{re} classe 1^{er} échelon :

Les assistants météorologistes de 2^e classe 4^e échelon dont les noms suivent :

Pour compter du 1^{er} janvier 1960 :

- Mérico Samuel, A.C. 1 an, Néma ;
- Camara Saloum, A.C. 1 an, Kiffa ;
- Diallo Birama, A.C. 1 an, Saint-Louis ;
- M'Baye Maguatte, A.C. 6 mois, Nouakchott ;
- N'Gom Ciré, A.C. 1 an,
- Diallo Cheikh Tidiane, A.C. 6 mois, Rosso ;

Au grade d'adjoint technique de 1^{re} classe 1^{er} échelon :

- Sène Amidou, adjoint technique 2^e classe 3^e échelon, A.C. Néant.

Par arrêté n° 413 M.T.P. du 28 décembre 1960 :

Article premier. — La Haute Représentation auprès de la République Islamique de Mauritanie est autorisée à construire à Nouakchott un ensemble de constructions à usage de logement et de bureaux conformément au dossier visé par la Direction des Travaux publics de la Mauritanie.

Ces constructions comprennent :

- Un hotel du Haut Représentant
- Une Résidence pour le premier Conseiller
- Un immeuble de bureau
- Des logements type I
- — II
- — III
- — IV

Ces bâtiments seront construits dans l'ilot 27 du plan de lotissement.

Art. 2. — Le bénéficiaire de la présente autorisation conserve l'entière responsabilité des Travaux exécutés.

Par arrêté n° 414 M.T.P. du 31 décembre 1960 :

Article premier. — La Société des Conserveries Franco-Mauritanienne est autorisée à construire à Port-Etienne un bâtiment à usage de Bâtiment industriel et de logement. Ce bâtiment devra être exécuté conformément aux plans visés par la Direction des Travaux publics de la Mauritanie.

Art. 2. — Le bénéficiaire de la présente autorisation conserve l'entière responsabilité des travaux exécutés.

Par arrêté n° 4 M.T.P.-O.P.T. du 4 janvier 1961 :

Article premier. — Les fonctionnaires du cadre des Postes et Télécommunications de la République Islamique de Mauritanie dont les noms suivent sont promus au titre de l'année 1960 aux grades, classes, échelons et dates ci-dessous indiqués en conservant l'ancienneté ci-après :

Au grade d'agent de 1re classe 1er échelon

Pour compter du 1^{er} janvier 1960 :

- MM. Bâ Abloul Khoudouss, A. A. C. néant;
Tall Moctar, A. C. néant;
Koné Fandiéry, A. C. 7 mois 23 jours.

Au grade d'agent de 2e classe 1er échelon

- MM. Fall Oumar, pour compter du 1^{er} juillet 1960, A. C. néant;
Diallo Ousmane, pour compter du 1^{er} avril 1960, A. C. néant;
Dieng Bo abacar, pour compter du 8 janvier 1960, A. C. néant.

Au grade de facteur principal 1er échelon

- MM. N'Diaye Alioune, pour compter du 1^{er} janvier 1960, A. C. néant;
Ahmed Ould Abeidna, pour compter du 1^{er} juillet 1960, A. C. néant.

Au grade de surveillant principal 1er échelon

pour compter du 1^{er} janvier 1960 :

- MM. Diaw Bocar Demba, A. C. néant;
Dia Yéro Absa, A. C. néant.

Au grade de facteur ordinaire 1er échelon

- M. Diosse Coulibaly, pour compter du 1^{er} juillet 1960, A. C. néant.

Au grade de receveur de 4e classe

Pour compter du 1^{er} janvier 1960 :

- MM. Diagne Moumar, promu receveur 4^e classe 4^e échelon A. C. 2 mois 7 jours;
Kane Abdoul Boly, promu receveur 4^e classe 2^e échelon A. C. 2 mois 7 jours.

Au grade de receveur de 6e classe

- MM. Diagne Amadou, promu receveur 6^e classe 2^e échelon, pour compter du 1^{er} janvier 1960, A. C. néant;
Wagué Moussa, promu receveur 6^e classe 1^{er} échelon, pour compter du 8 janvier 1960, A. C. néant;

Guèye Djibril Daouda, promu receveur 6^e classe 3^e échelon, pour compter du 19 juin 1960, A. C. néant;

Tall Moctar, promu receveur 6^e classe 3^e échelon, pour compter du 1^{er} janvier 1960, A. C. néant;

Diakhaté Massemba, promu receveur 6^e classe 3^e échelon, pour compter du 1^{er} avril 1960, A. C. néant;

N'Diaye Abdoulaye, promu receveur 6^e classe 6^e échelon, pour compter du 1^{er} janvier 1960, A. C. néant;

Seck Massemba, promu receveur 6^e classe 3^e échelon, pour compter du 1^{er} janvier 1960, A. C. néant;

Diallo Cheikh, promu receveur 6^e classe 4^e échelon, pour compter du 1^{er} janvier 1960, A. C. néant;

Diarra Mohamed, promu receveur 6^e classe 1^{er} échelon, pour compter du 1^{er} avril 1960, A. C. néant;

Bâ Abdoul Khoudouss, promu receveur 6^e classe 3^e échelon, pour compter du 1^{er} janvier 1960, A. C. néant;

Fall Samba Diallo, promu receveur 6^e classe 4^e échelon, pour compter du 1^{er} juillet 1960, A. C. néant;

N'Diaye Amadou, promu receveur 6^e classe 1^{er} échelon, pour compter du 23 janvier 1960.

Art. 2. — Le présent arrêté prendra effet aux dates indiquées en ce qui concerne la solde et l'ancienneté.

Par arrêté n° 6 M.T.P.-CAB. MI. du 11 janvier 1961 :

Article premier. — A titre exceptionnel et par dérogation aux dispositions de l'arrêté n° 6138 m. du 24 juillet 1956 sont admis à circuler en République Islamique de Mauritanie les véhicules automobiles de marque Berliet, type GLM dans la limite des dimensions suivantes :

Largeur mesurée toutes saillies comprises dans une section transversale quelconque 2 m. 71

Par arrêté n° 9 MTP-CAB du 17 janvier 1961 :

Article premier. — L'aérodrome établi sur le territoire du cercle de l'Adrar au lieu dit Choum par la Société des Mines de Fer de Mauritanie dont le siège social est à Fort-Gouraud (République Islamique de Mauritanie) et défini par la notice ci-annexée est agréée dans les conditions ci-après :

L'usage de cet aérodrome est réservé aux aéronefs appartenant ou affrétés par la Société des Mines de Fer de Mauritanie.

Art. 2. — Cet agrément est subordonné à la condition que la Société des Mines de Fer de Mauritanie prenne toutes dispositions nécessaires pour ne pas troubler l'ordre et la tranquillité publique.

Art. 3. — Cet agrément ne préjuge pas les restrictions qui pourraient être apportées à l'utilisation de l'aérodrome dans l'intérêt de la circulation aérienne.

Art. 4. — Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

NOTICE

Concernant l'aérodrome de Choum établi par la Société des Mines de Fer de Mauritanie (MIFERMA).

A. — IDENTIFICATION DE L'AÉRODROME

L'Aérodrome est situé sur le territoire du cercle de l'Adrar :

- Latitude 21° 18' 30" N;
- Longitude 13° 03' 30" W.

Valeur de la déclinaison magnétique au 22-11-60 = 13°W
altitude = 226 mètres.

B. — ACTIVITÉ AUXQUELLES EST DESTINÉ L'AÉRODROME

— Transports aériens effectués au bénéfice de la MIFERMA.

C. — UTILISATION DE L'AÉRODROME

— Utilisation de jour permanente du lever au coucher du soleil;

— Utilisation par des avions légers appartenant ou affrétés par la MIFERMA.

D. — REDEVANCES ET TAXES

L'exploitant ne percevra aucune rémunération pour les services rendus aux utilisateurs de l'Aérodrome.

E. — ASSURANCE CONTRACTÉE PAR L'EXPLOITANT DE L'AÉRODROME

L'assurance couvrira les risques que l'exploitant en court du fait de l'aménagement et de l'exploitation de l'aérodrome.

F. — CARACTÉRISTIQUES PHYSIQUES DE L'AÉRODROME ..

1° Infrastructure et dégagement :

a) Plateforme :

— Nature du sol = Reg.

b) Bande d'envol principal :

- Orientation magnétique = 048° - 248°;
- Longueur = 1.000 mètres;
- Largeur = 60 mètres;
- Revêtement = sans.

c) Obstacles :

Falaise de 300 mètres située à 3 kilomètres à l'Est de l'Aérodrome. Cette falaise est orientée Nord.

d) Voirie et réseaux divers :

— Néant.

2° Balisage et signalisation de jour :

— Balises d'angle en L et balises intermédiaires. Une balise tous les cent mètres — Les balises sont peintes en Blanc.

— Manche à vent.

3° Equipements :

— Equipement radioélectrique HF. 5008 - radio-balise 372 KCS WM sur demande adressée à MIFERMA Port-Etienne, HF. 5008 avec 1 heure 30 de préavis;

— Equipement de sécurité incendie : extincteurs.

4° Situation géographique relative :

- Principaux repères avoisinants,
de jour = Camp MIFERMA situé à 1 kilomètre NNE;
de nuit = Néant ;
- Accès routiers,
piste reliant le camp MIFERMA à AGUI et ATAR.

5° Exploitation de l'Aérodrome :

Chef du camp MIFERMA.

6° Météorologie :

La situation la plus proche est celle d'Atar.

Par décision n° 1767 MTP-DF du 16 décembre 1960 :

Article premier. — Sont constatés les franchissements d'échelon des fonctionnaires du cadre des Travaux publics de la République Islamique de Mauritanie dont les noms suivent conformément aux indications du tableau joint.

Fall Adama, ouvrier ordinaire 2° échelon, indice 380, p.c. 1-1-58, AC. néant; passe au 3° échelon, indice 402, pour compter du 1-1-60, AC. néant, Rosso.

Dione Moussa, ouvrier ordinaire, 1° échelon indice 355, p.c. 1-1-58, AC. néant; passe au 2° échelon, indice 380 pour compter du 1-1-60, AC. néant, Néma.

Diawara Abdoul Khadar, ouvrier ordinaire, 1° échelon, indice 355, p.c. 1-1-58, AC. néant; passe au 2° échelon, indice 380, pour compter du 1-1-60, AC. néant, Boghé.

Guéye Babacar ouvrier ord. 1° éch. ind. 355, p.c. 1-7-58, AC. néant; passe au 2° échelon, indice 380, pour compter du 1^{er} juillet 1960, A.C. néant, Rosso.

Sall Moussa, ouvrier ordinaire, 1° échelon, indice 355, p.c. 1-1-58, AC. néant; passe au 2° échelon, indice 380, pour compter du 1^{er} janvier 1960, AC. néant, Aioun El-Atrouss.

Bâ Abdoulaye, calqueur ordinaire, 1° échelon, indice 355, p.c. 1-1-58, AC. néant; passe au 2° échelon, indice 380, pour compter du 1^{er} janvier 1960, AC. néant, Saint-Louis.

Sokhna Cheikh Tidiane, ouvrier adjoint, 1° échelon, indice 275, p.c. 1-1-58, AC. 6 mois 25 jours; passe au 2° échelon, indice 285, pour compter du 1^{er} janvier 1960, AC. 6 m. 25 jours, Rosso.

Sow Hamat Doro, ouvrier adjoint, 3° échelon, indice 295, p.c. 1-1-58, AC. néant; passe au 4° échelon, indice 305, pour compter du 1-1-60, AC. néant, Saint-Louis.

M'Bodj Malick, ouvrier principal, 1° échelon, indice 424, p.c. 1-1-58, AC. néant; passe au 2° échelon, indice 457 pour compter du 1-1-60, AC. néant, Kiffa.

Par décision n° 1788 MTP-DP du 17 décembre 1960 :

Article premier. — M. Gaye Amadou Moustapha, adjoint technique principal 2° échelon, indice 662 de l'ex-cadre commun supérieur de l'A.O.F., en service détaché au Travaux publics de la République Islamique de Mauritanie, est remis à la disposition de la République du Sénégal du territoire d'origine.

Art. 2. — Pour compter du 1^{er} janvier 1961 M. Gaye Amadou Moustapha est radié des contrôles.

Par décision n° 1799 MTP-DP du 21 décembre 1960 :

Article premier. — Sont constatés les franchissements d'échelon des fonctionnaires du cadre de la Météorologie de la République Islamique de Mauritanie dont les noms suivent conformément aux indications du tableau joint.

Kane Amadou N'Diaye, assistant, 1^{re} classe, 1^{er} échelon, indice 424, p.c. 1-1-58, AC. 9 mois; passe au 2^o échelon, indice 447, pour compter du 1^{er} janvier 1960, AC. 9 mois, Rosso.

Diarra Seydou, assistant, 2^e classe, 3^e échelon, indice 380, p.c. 1-1-58, AC. néant; passe au 4^e échelon, indice 402, pour compter du 1^{er} janvier 1960, AC. néant, en congé à Bakel.

Sall Arona, assistant 2^e classe, 3^e échelon, indice 380, p.c. 1-1-58, AC. néant; passe au 4^e échelon, indice 402, pour compter du 1^{er} janvier 1960, AC. néant, Atar.

Sao Jean, assistant 2^e classe, 3^e échelon, indice 380, p.c. 1-1-58, AC. néant; passe au 4^e échelon, indice 402, pour compter du 1^{er} janvier 1960, AC. néant, Saint-Louis.

N'Diaye Mamadou Doudou, assistant, 2^e classe, 3^e échelon indice 380, p.c. 1-4-58, AC. néant, passe au 4^e échelon, indice 402, pour compter du 1^{er} avril 1960, AC. néant, Tidjikja.

Guèye Alioune, assistant, 2^e classe, 1^{er} échelon, indice 335, p.c. 1-1-58, AC. néant; passe au 2^e échelon, indice 357, pour compter du 1^{er} janvier 1960, AC. néant, Boutilimit.

Diop Essa, assistant, 2^e classe, 1^{er} échelon, indice 335, p.c. 1-1-58, AC. néant; passe au 2^e échelon, indice 357, pour compter du 1^{er} janvier 1960, AC. néant, Néma.

Koné Ali Béré, assistant, 2^e classe, 1^{er} échelon, indice 335 p.c. 1-1-58, AC. 9 mois; passe au 2^e échelon, indice 357, pour compter du 1^{er} janvier 1960, AC. 9 mois, détaché (IHEOM).

M'Bodj Mawa, assistant 2^e classe, 1^{er} échelon, indice 335, p.c. 1-1-58, AC. néant; passe au 2^e échelon, indice 357, pour compter du 1^{er} janvier 1960, AC. néant, Port-Etienne.

Fall Baye Daraw, assistant, 2^e classe, 1^{er} échelon, indice 335, p.c. du 27-5-58, AC. néant; passe au 2^e échelon, indice 357, pour compter du 27 mai 1960, AC. néant, Atar.

Mohamed Fall O. Gari, assistant, 2^e classe, 1^{er} échelon, indice 335, p.c. 1-1-58, AC. néant; passe au 2^e échelon, indice 357, pour compter du 1^{er} janvier 1960, AC. néant Saint-Louis.

Thiam Alioune, assistant, 2^e classe, 1^{er} échelon, indice 335 p.c. 7-10-58, AC. néant; passe au 2^e échelon, indice 357, pour compter du 7 octobre 1960, AC. néant, Saint-Louis.

Nassiki Oumorou, aide-météo, 3^e échelon, indice 275, p.c. 14-4-58, AC. néant; passe au 4^e échelon, indice 295, pour compter du 14 avril 1960, AC. néant, Port-Etienne.

Par décision n° 1811 MTP-s du 26 décembre 1960 :

Article premier. — M. N'Diaye Boubacar, âgé de 36 ans, domicilié à St-Louis, planton auxiliaire, échelle 1 échelon 3 victime d'un accident du travail survenu le 30 avril 1960 au service de l'arrondissement de l'Hydraulique Mauritanie à Saint-Louis et affecté d'une incapacité professionnelle permanente de 2%, suivant certificat en date du 2 juillet 1960 du Médecin-chef de l'hôpital de Saint-Louis, a droit à une rente viagère calculée suivant la réglementation susvisée, pour compter du 3 juillet 1960.

Art. 2. — La rente annuelle est égale à 1.083 fr, c'est-à-dire au salaire annuel, soit 108.288 fr. multiplié par le taux d'incapacité réduit de moitié, soit 1%.

Art. 3. — Cette rente, payable à Saint-Louis par trimestre échu, sera imputée au chapitre 1/2, article 1 du budget de la République Islamique de Mauritanie.

Par décision n° 1813 MTP-s du 26 décembre 1960 :

Article premier. — M. Mohamed Ould Abdallahi, domicilié à Port-Etienne (cercle de la Baie-du-Lévrier), manœuvre 1^{re} catégorie, victime d'un accident du travail survenu le 9 octobre 1959 au service de la subdivision des Travaux publics à Port-Etienne et affecté d'une incapacité professionnelle permanente de 10%, suivant certificat en date du 6 mai 1960 du Médecin-chef du cercle de la Baie-du-Lévrier, a droit à une rente viagère calculée suivant la réglementation en vigueur susvisée pour compter du 7 mai 1960.

Art. 2. — La rente annuelle est égale à 3.318 francs, c'est-à-dire au salaire annuel, soit 66.350 francs multiplié par le taux d'incapacité réduit de moitié, soit 5%.

Art. 3. — Cette rente, payable à Port-Etienne par trimestre échu, sera imputée au chapitre 1/2 - article 1 du budget de la République Islamique de Mauritanie.

Par décision n° 1814 MTP-s du 26 décembre 1960 :

Article premier. — M. Cheikh Ould Wabou, âgé de 24 ans, domicilié à Atar (cercle de l'Adrar), ex-manœuvre spécialisé de 3^e catégorie, victime d'un accident du travail survenu le 16 juin 1960 au service de la subdivision des Travaux publics à Atar et affecté d'une incapacité professionnelle permanente de 60%, suivant certificat en date du 6 juil. 1960 du Médecin-chef de la circonscription médicale de l'Adrar, a droit à une rente viagère calculée suivant la réglementation susvisée, pour compter du 7 juillet 1960.

Art. 2. — La rente annuelle est égale à 35.261 francs, c'est-à-dire au salaire annuel, soit 88.152 francs multiplié par le taux d'incapacité réduit de moitié pour la partie de ce taux qui ne dépasse pas 50% et augmenté de moitié pour la partie qui excède 50%.

Art. 3. — Cette rente, payable à Atar par trimestre échu, sera imputée au chapitre 1/2, article 1 du budget de la République Islamique de Mauritanie.

TÉMOIGNAGE OFFICIEL DE SATISFACTION

Le Ministre des Travaux publics et des Transports de la République Islamique de Mauritanie.

Sur la proposition du Directeur des Travaux publics.

Décerne un témoignage officiel de satisfaction à M. Gaye Amadou Moustapha, adjoint technique principal de 2^e échelon des corps supérieurs des Travaux publics de l'ex-A.O.F. avec la libellé suivant :

« Employé précédemment depuis 1933 au Gouvernement général de Dakar, Service des Travaux publics, ce fonctionnaire consciencieux, d'une capacité technique et morale au dessus de tout éloge a assuré depuis 1949 les fonctions de Chef du Bureau de Dessin de la Mauritanie à la satisfaction entière de tous ses Chefs.

Intelligent, ponctuel et méthodique il n'a jamais ménagé son temps pour s'aquitter de sa tâche.

La Direction des T.P. regrette vivement le départ de M. Gaye Moustapha dont il garde la plus grande estime et lui adresse ses remerciements pour les précieux services qu'il a rendus à l'Administration des Travaux publics. »

Ministère de l'Economie rurale :

N° 10-252. — DÉCRET portant classement des forêts de Tintane, Legdeim et M. Mechra (Cercle du Tagant).

LE PREMIER MINISTRE,

Vu la Constitution en date du 22 mars 1959 de la République Islamique de Mauritanie ;

Vu le décret n° 59-006 du 1^{er} avril 1959 portant règlement organique relatif aux attributions des Ministres ;

Vu le décret du 4 juillet 1959 fixant le régime forestier de l'Afrique Occidentale Française ;

Vu le décret du 20 mai 1955 relatif à la protection des forêts des territoires d'Afrique relevant du Ministère de la France d'Outre-Mer ;

Vu le procès-verbal de la Commission de classement en date du 16 février 1960 ;

Sur la proposition du Ministre de l'Economie Rurale,

DÉCRÈTE :

Article premier. — Sont constituées en forêts domaniales classées dans le cercle du Tagant les forêts de :

— Tintane d'une superficie de 4.995 hectares ;

— Legdeim d'une superficie de 550 hectares ;

— El Mechra d'une superficie de 450 hectares ;

qui sont délimitées comme suit :

Forêts de Tintane

Soient les points :

A. — Situé à l'embranchement de la piste auto Moudjéria-Tidjikdja et de la piste allant à la Station de M'Beika ;

B. — Situé à l'intersection de la piste de M'Beika et du marigot Magta-Chig ;

C. — Situé à l'extrémité d'une conventionnelle B C mesurant 1.250 mètres et d'orientation géographique de 65 degrés ;

D. — Situé à l'intersection de la falaise Valat-Chig et de la piste auto Moudjéria-Tidjikdja.

Les limites sont :

Au Nord-Ouest : la section A D de la piste auto Noudjéria-Tidjikdja ;

Au Nord-Est : la section C D de la falaise Valat-Chig ;

Au Sud : la section A B de la piste allant à la Station de M'Beika ;

Forêt de Legdeim

Soient les points :

A. — Situé à l'extrémité de la mare de Bilanza sur la piste auto allant de la Station de M'Beika au barrage.

B. — Situé à 850 mètres du barrage sur la piste des piétons allant du barrage au campement de Foum-El-Khouz.

C. — Situé sur la falaise Ighissen à l'extrémité d'une conventionnelle A C de 1.140 mètres et d'orientation géographique de 360 degrés à partir de A.

D. — Situé sur la falaise Ighissen à l'extrémité d'une conventionnelle B D de 1.200 mètres et d'orientation géographique 353 degrés à partir de B.

E. — Situé sur le marigot de la Tamourt en Nage à l'extrémité d'une conventionnelle A E de 1.560 mètres et d'orientation géographique 180 degrés à partir de A.

F. — Situé à l'extrémité d'une conventionnelle B F de 1.800 mètres et d'orientation géographique de 173 degrés à partir de B.

Les limites sont :

Au Nord : la falaise Ighissen de C à D ;

A l'Ouest : la conventionnelle C E ;

Au Sud : la dune Legdeim de E à F ;

A l'Est : la conventionnelle D F.

Forêt d'El Mechra

Soient les points :

A. — pris conventionnellement au bord de la mare d'El Mechra sur la piste piétons de Foum-El-Batha (blanchis).

B. — Situé à 3.500 mètres du point A sur la piste piétons de Foum-El-Batha ;

C. — Situé à l'extrémité d'une conventionnelle B C limitant le massif forestier Mechra, de longueur 2.140 mètres et d'orientation géographique 72 degrés.

D. — Situé à l'extrémité d'une conventionnelle C D limitant le massif forestier d'El Mechra, de longueur 1.240 mètres et d'orientation géographique 90 degrés.

E. — Situé à l'extrémité d'une conventionnelle D E limitant le massif forestier d'El Mechra, de longueur 1.140 mètres et d'orientation géographique 144 degrés.

F. — Situé à l'extrémité d'une conventionnelle E F limitant le massif forestier d'El Mechra, de longueur 700 mètres et d'orientation géographique 208 degrés.

G. — Situé à l'extrémité d'une conventionnelle F G limitant le massif forestier d'El Mechra, de longueur 440 mètres et d'orientation géographique 270 degrés.

H. — Situé à l'extrémité d'une conventionnelle G H de longueur 860 mètres et d'orientation géographique 305 degrés et de la conventionnelle H A de longueur 240 mètres et d'orientation géographique 245 degrés.

Les limites sont :

Au Nord : les conventionnelles B C et C D ;

Au Sud : les conventionnelles F.G, G.H, H.A, et une partie de la section AB de la piste piétons de Foug-El-Batha.

A l'Est : les conventionnelles DE et EF ;

A l'Ouest : une partie de la section AB de la piste piétons de Foug-El-Batha.

Art. 2. — Les droits d'usage reconnus aux collectivités sont ceux énumérés à l'article 14 du décret du 4 juillet 1935.

En outre le parcours et le pâturage des troupeaux restent autorisés. Toutefois en vue de la réglementation et de la reconstitution des peuplements une partie des superficies classées pourra, sur l'initiative du Service des Eaux et Forêts être mise en défens tout le temps nécessaire à cette reconstitution.

Art. 3. — Les cultures existant à la date de promulgation du présent décret resteront à la disposition des cultivateurs jusqu'à l'abandon des terrains.

Les palmeraies feront l'objet d'enclaves qui seront délimitées et abornées à la diligence du Service des Eaux et Forêts

Art. 4. — La repression des infractions aux dispositions du présent décret s'effectuera conformément aux dispositions du titre V du décret du 14 juillet 1935.

Art. 5. — Le Ministre de l'Economie rurale est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République Islamique de Mauritanie.

Nouakchott, le 8 décembre 1960.

Pour le Premier Ministre absent:
Le Ministre des Travaux publics,
chargé de l'intérim,
Amadou Diadie Samba Drom.

Le Ministre de l'Economie rurale,
Ahmed Saloum Ould Hafsa.

Par arrêté n° 410 M.E.R.-F.C. du 27 décembre 1960

Article premier. — Sont approuvés et rendus exécutoires les budgets afférents à l'exercice 1960, arrêtés en recettes et en dépenses à :

Société de Prévoyance de l'Adrar.....	7.283.989 frs
— de l'Assaba.....	6.304.836 frs
— du Brakna.....	5.599.843 frs
— du Guidimaka.....	2.816.417 frs
— du Hodh-Occidental	6.743.879 frs
— de l'Inchiri.....	2.063.029 frs
— du Tagant.....	6.145.961 frs
— du Trarza.....	7.677.363 frs

Par décision n° 1770 MER-DP du 17 décembre 1960 :

Article premier. — Sont constatés les franchissements d'échelon des fonctionnaires du cadre de l'Elevage, des Pêches maritimes et des Industries animales de la République Islamique de Mauritanie dont les noms suivent conformément aux indications du tableau joint.

Wane Birane, assistant, 2° classe, 3° échelon, indice 413, p.c. 1-1-58, AC. néant; passe au 4° échelon, indice 436, pour compter du 1-1-60, AC. néant, Timbédra.

Cissé Abdoul Oumar, assistant, 2° classe, 3° échelon, indice 413, p.c. 1-1-59, AC. 1 an; passe au 4° échelon, indice 436, pour compter du 1-1-60, AC. néant, Tidjikja.

Sèye Abdourahmane, assistant 2° classe, 3° échelon, indice 413, p.c. 1-1-59, AC. 1 an 20 jours; passe au 4° échelon, indice 436, pour compter du 1-1-60, AC. 20 jours, Rosso.

N'Diaye Kane, Infirmier Vétérinaire Ppal., 2° échelon, indice 424, p.c. 1-1-58, AC. 6 mois; passe au 3° échelon, indice 457, pour compter du 1-1-60, AC. 6 mois, Rosso.

Bâ Moussa Kalidou, Inf. Vét. Ppal. 2° échelon, indice 424, p.c. 1-1-58, AC. néant; passe au 3° échelon, indice 457, pour compter du 1-1-60, AC. néant, Boghé.

Kane Youssoupha, Inf. Vét. Ppal. 1° échelon, indice 402, p.c. 1-1-58, AC. 4 mois 15 jours; passe au 2° échelon, indice 424, pour compter du 1-1-60, AC. 4 mois 15 j. Boutillimit.

Sakho Abdourahmane, Inf. Vét. Ppal. 1° échelon, indice 402, p.c. 1-1-58, AC. néant; passe au 2° échelon, indice 424, pour compter du 1-1-60, AC. néant, Rosso.

Diop Amadou Demba, Inf. Vét. Ppal. 1° échelon, indice 402, p.c. 1-1-58, AC. néant; passe au 2° échelon, indice 424, pour compter du 1-1-60, AC. néant, détaché, député.

N'Diaye Ameth, Inf. Vét. Ppal. 1° échelon, indice 402, p.c. 1-7-58, AC. néant; passe au 2° échelon, indice 424, pour compter du 1-1-60, AC. néant, Méderdra.

Abdallah O. Bolla, Inf. Vét. Ord. 2° échelon, indice 355, p.c. 1-1-58, AC. 4 mois 15 jours; passe au 3° échelon, indice 380, pour compter du 1° janvier 1960, AC. 4 mois 15 j. Moudjéria.

Ball Ahmadou, Inf. Vét. Ord. 2° échelon, indice 355, p.c. 1-1-58, AC. 4 mois 15 jours; passe au 3° échelon, indice 380, pour compter du 1° janvier 1960, AC. 4 mois 15 j. Nouakchott.

Kamara Mohamed, Inf. Vét. Ord. 2° échelon, indice 355, p.c. 1-7-58, AC. néant; passe au 3° échelon, indice 380, pour compter du 1-7-60, AC. néant, Rosso.

Dia Amadou Mactar, Inf. Vét. Ord. 2° échelon, indice 355, p.c. 1-1-58, AC. néant; passe au 3° échelon, indice 380, pour compter du 1-1-60, AC. néant, Boghé.

Sidi Mohamed Ould Beidara, Inf. Vét. Ord. 1° échelon, indice 335, p.c. 1-1-58, AC. 9 mois; passe au 2° échelon, indice 355, pour compter du 1-1-60, AC. 9 mois, Mog.

Sall Moussa Habib, Inf. Vét. Ord. 1^{er} échelon, indice 335, p.c. 1-4-58, AC. néant; passe au 2^e échelon, indice 335, pour compter du 1^{er} avril 1960, AC. néant, Kaédi.

Birahim O. Abdoul, Inf. Vét. Adjt. 2^e échelon, indice 295, p.c. 1-1-58, AC. néant; passe au 3^e échelon, indice 305, pour compter du 1^{er} janvier 1960, AC. néant, Boutilimit.

Mohamed O. Ismael, Inf. Vét. Adjt. 2^e échelon, indice 295, p.c. 1-1-58, AC. néant; passe au 3^e échelon, indice 305, pour compter du 1^{er} janvier 1960, AC. néant, détaché (IHEOM).

Kane Daha, Inf. Vét. Adjt. 1^{er} échelon, indice 285, p.c. 1-1-58, AC. 1 mois 15 jours; passe au 2^e échelon, indice 295, pour compter du 1^{er} janvier 1960, AC. mois 15 i. Sélibav.

Par décision n° 1783 M.E.R.-D.P. du 17 décembre 1960 :

Article premier. — Sont constatés les franchissements d'échelon des fonctionnaires du cadre des Eaux et Forêts de la République Islamique de Mauritanie dont les noms suivent conformément aux indications du tableau joint.

Iiarra Moussa, préposé 2^e classe, 1^{er} échelon, indice 315, p.c. 1-4-58, AC. néant; passe au 2^e échelon, indice 340, pour compter du 1-4-60, AC. néant Sélibaby.

Sarr Abdou; préposé 2^e classe, 1^{er} échelon, indice 315, p.c. 1-7-58, AC. néant; passe au 2^e échelon, indice 340, pour compter du 1-7-60, AC. néant, Nouakchott.

Abdi Ould Youba, préposé 3^e classe, 2^e échelon, indice 255, p.c. 1-1-58, AC. néant; passe au 3^e échelon, indice 275, pour compter du 1-1-60, AC. néant, Tidjikja.

N'Dao Mohamed Moustapha, brigadier 2^e échelon, indice 235, p.c. 1-1-58, AC. 2 mois 20 jours; passe au 3^e échelon, indice 255, pour compter du 1-1-60, AC. 2 mois 20 i. Kiffa.

Mohamed O. Tagedine, brigadier 1^{er} échelon, indice 215, p.c. 1-1-58, AC. néant; passe au 2^e échelon, indice 235, pour compter du 1-1-60, AC. néant, Aioun-El-Atrouss.

Traoré Adiouma, brigadier 1^{er} échelon, indice 215, p.c. 1-1-58, AC. 4 mois 15 jours; passe au 2^e échelon, indice 235, pour compter du 1-1-60, AC. 4 mois 15 jours, Atar.

Diop Abdou, brigadier 1^{er} échelon, indice 215, p.c. 1-1-58, AC. 6 mois; passe au 2^e échelon, indice 235, pour compter du 1-1-60, AC. 6 mosi, Maghama.

Diallo Aly Abdoul, brigadier 1^{er} échelon, indice 215, p.c. 1-1-58, AC. 2 mois 5 jours; passe au 2^e échelon, indice 235, pour compter du 1-1-60, AC. 2 mois 5 jours, Aleg.

Mohamed El Habel dit Diadié, garde 2^e échelon, indice 180, p.c. 1-1-58, AC. néant; passe au 3^e échelon, indice 195, pour compter du 1-1-60, AC. néant, Sélibaby.

Yall Amadou, garde 2^e échelon, indice 180, p.c. 17-7-58, AC. néant; passe au 3^e échelon, indice 195, pour compter du 17-7-60, AC. néant, Rosso.

N'Dao Soukalo, garde 2^e échelon, indice 180, p.c. 19-10-58, AC. néant; passe au 3^e échelon, indice 195, pour compter du 18 octobre 1960, AC. néant, Kiffa.

Par décision n° 1815 M.E.R.-FOR. du 26 décembre 1960 :

Article premier. M^{lle} Mounine Mint Souelika, dactylographe de 3^e catégorie des Eaux et Forêts d'Atar dont le départ a été constaté par la lettre du Chef de l'Inspection Forestière d'Atar ci-dessus référencée, est considérée comme démissionnaire de son emploi à compter du 21 décembre 1960.

Ministère de la Justice et de la Législation :

Par décret n° 10-263 du 21 décembre 1960 :

Article premier. — M. Naudey Jean Claude, greffier de 1^{re} classe 1^{er} échelon du cadre commun supérieur, arrivé à Saint-Louis le 6 octobre 1960 est affecté au Tribunal de première instance de Nouakchott.

Art. 2. — Le traitement de M. Naudey est imputable au budget de l'Etat Français.

Par décision n° 1.793 M.J.L.-D.P. du 20 décembre 1960 :

Article premier. — M^{me} Bengeloun née Fall Anta, dactylographe décisionnaire en service aux Archives, est reclassée pour compter du 1^{er} novembre 1960 de la 4^e catégorie à la 5^e catégorie de la Convention Collective Fédérale du Commerce.

Ministère du Plan, des Domaines, de l'Habitat et du Tourisme :

Par décret n° 10-256 CAB.-P.M.-D.P. du 19 décembre 1960 :

Article premier. — M. Jeplat Jean, attaché de 2^e classe de l'I.N.S.E.F. est nommé chef du Service Statistique de la République Islamique de la Mauritanie pour compter du 6 novembre 1960, date de son arrivée à saint-Louis.

Art. 2. — Le traitement de l'intéressé demeure imputable au budget de la République Française (Assistance technique).

Ministère de la Fonction publique et du Travail :

Par arrêté n° 364 M.F.T.-D.P. du 6 décembre 1960 :

Article premier. — Bâ Mamadou, secrétaire d'Administration de 1^{re} classe 2^e échelon (indice locale 637) du cadre de l'Administration générale de la République Islamique de Mauritanie, titulaire d'un congé administratif arrivé à expiration le 21 septembre 1960, est pour compter de cette date rayé des cadres de la République Islamique de Mauritanie.

Par arrêté n° 387 M.F.T.-D.P. du 19 décembre 1960 :

Article premier. — M. Diop El Hadji Saer, rédacteur de 3^e classe 5^e échelon indice local 702 groupe III, du cadre de l'Administration générale, en service à la Direction des Travaux publics à Saint-Louis est, pour compter du 1^{er} janvier 1961, radié des cadres de la République Islamique de Mauritanie et mis à la disposition de la République du Sénégal son Etat d'origine.

Par arrêté n° 403 M.F.T.-D.P.-F.P. du 23 décembre 1960 :
Article premier. — Sont promus au point de vue solde et ancienneté pour compter des dates ci-dessous les fonctionnaires du cadre de l'Administration générale dont les noms suivent par ordre de mérite :

Au grade de commis de 2^e classe 1^{er} échelon :

Les commis de 3^e classe 4^e échelon dont les noms suivent :

a) Dans le cadre de la péréquation :

Pour compter du 1^{er} janvier 1960 :

N'Doye Souleymane, R.S.M. : 1 an 1 mois 8 jours (D.F. Saint-Louis) ;

N'Diaye Mody, A.C. : Néant (DF Saint-Louis) ;

Konaté Dramane, A.C. : Néant (Rosso) ;

Ben Geloun Abdel Majib, R.S.M. : 1 an 5 mois 23 jours (D.F. Saint-Louis) ;

Guéye Amadou, A.C. : Néant (S.O.M. Rosso) ;

Fall Doudou, A.C. : Néant D.T.P. (Saint-Louis) ;

Pour compter du 1^{er} avril 1960 :

Fall Mohamed Abdoulaye, A.C. : Néant (M'Bout) ;

Pour compter du 1^{er} janvier 1960 :

N'Diaye Amadou, A.C. : 9 mois (DF Saint-Louis) ;

Pour compter du 1^{er} avril 1960 :

N'Diaye Papa, A.C. : Néant (Elevage Saint-Louis) ;

Pour compter du 1^{er} janvier 1960 :

Sall Macodé, A.C. : Néant (Collège Rosso) ;

Baoba Ould Abass, A.C. : Néant (Atar) ;

Huchard Victor, R.S.M. 2 ans 2 jours (C.F. Saint-Louis) ;

Sao Lamine, R.S.M. 18 mois (Plan) ;

Fall Amadou, A.C. : Néant (Elevage) ;

Diop Cheikh, A.C. : Néant (Chinguetti) ;

Bà Hamady A.C. Néant (D.T.P. Saint-Louis) ;

Pour compter du 1^{er} avril 1960 :

Niang Boubou, A.C. : Néant (Bir-Moghrein) ;

Pour compter du 1^{er} janvier 1960 :

Paine Alexandre Diakité, (Kiffa) ;

Bechiri Diallagui, A.C. : Néant (Chinguetti) ;

Pour compter du 1^{er} avril 1960 :

Ly Tidiane, A.C. : Néant (Kaédi) ;

Pour compter du 1^{er} janvier 1960 :

Tall Ousmane, A.C. : Néant (Mines) ;

Pour compter du 1^{er} mars 1960 :

N'Diaye Ibrahima, A.C. : Néant (Port-Etienne) ;

Pour compter du 1^{er} avril 1960 :

Thiam Alassane, A.C. : Néant (Boghé) ;

b) Hors péréquation :

Pour compter du 1^{er} janvier 1960 :

Mohamed Youya Ould Abass, A.C. : Néant (Cab. Militaire Nouakchott) ;

Seck Makhète A.C. : Néant (Aïoun, Justice) ;

Au grade de commis de 1^{re} classe 1^{er} échelon :

Les commis de 2^e classe 4^e échelon dont les noms suivent :

Pour compter du 1^{er} janvier 1960 :

Lemrabott Ould Berrou, A.C. 1 an (Aleg) ;

N'Diaye Boubacar, A.C. : Néant (Nouakchott) ;

Kane El Houssein, A.C. : 6 mois (Kaédi, Justice) ;

Pour compter du 1^{er} novembre 1960 :

Koné Souleymane, A.C. : Néant (M'Bout).

Au grade d'adjoint de classe normale 1^{er} échelon :

Les commis de 1^{re} classe 3^e échelon dont les noms suivent :

Pour compter du 1^{er} janvier 1960 :

Ahmed Ould Sid Mohamed Taleb, A.C. ; 1 an 9 mois (hors-cadres) ;

Duffau Auguste, A.C. : Néant (D.T.P. Saint-Louis) ;

Mohamed Ould Rajel, A.C. 11 ans (Médérdrà) ;

Samba N'Daw, A.C. : 3 mois (Kaédi, Justice).

Au grade de Secrétaire d'Administration de 1^{re} classe 1^{er} échelon :

Les Secrétaires d'Administration de 2^e classe 3^e échelon dont les noms suivent :

Pour compter du 1^{er} janvier 1960 :

Diop Abdoulaye Yoro, A.C. : Néant (Haut-Commissariat, Saint-Louis) ;

Diawara Joseph, A.C. : Néant (C.F. congé) ;

Par décision n° 1655 MFT-DF du 6 décembre 1960 :

Article premier. — Sont constatés les franchissements d'échelon des plantons du cadre local de la Mauritanie dont les noms suivent conformément aux indications du tableau joint.

Mohamed Ould M'Bareck, planton Ppal, 1^{er} échelon, indice 200, pour compter du 1-7-58, AC. néant; passe au 2^e échelon, indice 225, pour compter du 1^{er} juillet 1960, AC. néant, RIM, chap. 18 art. 1, Météo Port-Etienne.

Driss Ould Mohamed Salem, planton ordinaire, 2^e échelon indice 150, pour compter du 1-7-58, AC. néant; passe au 3^e échelon, indice 175, pour compter du 1^{er} juillet 1960, AC. néant, RIM, chap. 4-1, art. 2, Ministère Justice, St-Louis.

Par décision n° 1688 M.F.T.-D.P. du 10 décembre 1960 :

Article premier. — M. Theuw Djibril, rédacteur de 3^e classe 1^{er} échelon, en service au Ministère du Commerce à Saint-Louis, est reclassé comme suit :

Rédacteur de 3^e classe 1^{er} échelon le 1^{er} janvier 1959 R.S.M. 1 an 13 jours.

Rédacteur de 3^e classe 2^e échelon le 1^{er} janvier 1960 R.S.M. 13 jours,

Par décision n° 1691 MFT-DP du 10 décembre 1960 :

Article premier. — Sont constatés les franchissements d'échelon des fonctionnaires du cadre de l'Administration générale de la République Islamique de Mauritanie dont les noms suivent conformément aux indications du tableau joint.

Mamadou Lamine Sakho, commis de 1^{re} classe, 2^e échelon pour compter du 1-4-58, AC. néant; passe au 3^e échelon, pour compter du 1-4-60, chapitre 3-3, article 5, chef de poste de Ras-El-Fil (Hodh-Oriental).

Sow Abdoulaye, commis de 1^{re} classe, 2^e échelon, pour compter du 1-1-58, AC. néant; passe au 3^e échelon, pour compter du 1-1-60, chapitre 6-1, article 3, D.F. Saint-Louis.

Ahmed O. Moh. Ould Cheikh Sidia, commis de 2^e classe, 3^e échelon, pour compter du 9-9-58, AC. néant; passe au 4^e échelon, pour compter du 9-9-60, chapitre 6-1, article 3, H.C. Boutilimit.

Diop Khalidou, commis de 2^e classe, 3^e échelon, pour compter du 1-1-58, AC. néant; passe au 4^e échelon, pour compter du 1-1-60, chapitre 4-5, art. 2, Justice Paix Kaédi.

Kane Mamadou Alpha, commis de 2^e clas. 3^e éch. pour compter du 1-1-58, AC. néant; passe au 4^e échelon, pour compter du 1-1-60, chapitre 4-5, article 2, Kaédi.

Mohamed Ould Abdel Malick dit Ould Né, commis de 2^e classe 3^e échelon, pour compter du 9-9-58, AC. néant; passe au 4^e échelon, pour compter du 9-9-60, chapitre 3-3, article 5, Néma.

N'Diaye Baka, commis de 2^e classe, 3^e échelon, pour compter du 1-1-59, AC. RSM 4 mois 14 jours; passe au 4^e échelon, pour compter du 16-8-60, chapitre 6-1, article 3, D.F. Saint-Louis.

Kane Amadou Moctar, commis de 2^e classe, 1^{er} échelon, pour compter du 23-8-58, AC. néant; passe au 2^e échelon, pour compter du 23-8-60, chapitre 3-3, article 5, Congé

N'Dongo Abass, commis de 2^e classe, 2^e échelon, pour compter du 16-11-58, AC. néant; passe au 3^e échelon, pour compter du 16-11-60, chapitre 3-3, article 5, Néma.

Thiam Navel, commis de 2^e classe, 1^{er} échelon, pour compter du 9 août 1958, AC. néant; passe au 2^e échelon, pour compter du 9-8-60, chapitre 3-3, article 5, Méderdra.

Zein Ould Maloum, commis de 2^e classe, 1^{er} échelon, pour compter du 1-1-58, AC. néant; passe au 2^e échelon, pour compter du 1-1-60, chapitre 3-3, article 5, D.F. St-Louis.

Baham Ould Mohamed Laghdaf, commis de 3^e classe, 3^e échelon, pour compter du 18-7-58, AC. néant; passe au 4^e échelon, pour compter du 18-7-60, chapitre 4-7, article 4, Service détaché (I.H.E.O.M.).

Diallo Bachirou, commis de 3^e classe, 3^e échelon, pour compter du 16-7-58, AC. néant; passe au 4^e échelon, pour compter du 16-7-60, chapitre 6-1, article 3, D.F. St-Louis.

Diallo Moussa, commis de 3^e classe, 3^e échelon, pour compter du 8-4-58, AC. néant; passe au 4^e échelon, pour compter du 8-4-60, chapitre 6-1, article 3, D.F. St-Louis.

Ely Ould Hmeyda, commis de 3^e classe, 3^e échelon, pour compter du 16-7-58, AC. néant; passe au 4^e échelon, pour compter du 16-7-60, chapitre 3-3, article 5, chef de Poste de Bobéni.

Fall Brahim, commis de 3^e classe, 3^e échelon, pour compter du 16 juillet 1958, AC. néant; passe au 4^e échelon pour compter du 16-7-60, chapitre 13-1, article 3, Assemblée nationale, Nouakchott.

Sass Ould Guig, commis de 3^e classe, 3^e échelon, pour compter du 16-7-58, AC. néant; passe au 4^e échelon, pour compter du 16-7-60, chapitre 3-3, article 5, adjoint Commandant de Cercle, Akjoujt.

Kane Aboubakry, commis de 3^e classe, 3^e échelon, pour compter du 1-9-58, AC. néant; passe au 3^e échelon, pour compter du 1-9-60, chapitre 3-3, article 5, Kaédi.

Moulaye Ould Mohamed, commis de 3^e classe, 2^e échelon, pour compter du 1-10-58, AC. néant; passe au 3^e échelon, pour compter du 1-10-60, chapitre 4-7, article 4, Service détaché (I.H.E.O.M.).

Par décision n° 1693 M.F.T.-D.P. du 10 décembre 1960 :

Article premier. — Est acceptée pour compter du 31 décembre 1960 la démission de son emploi offerte par M^{me} Tavel Hélène, sténo-dactylographe contractuelle en service à l'Inspection du Travail et des Lois sociales de la Mauritanie à Saint-Louis.

Par décision n° 1694 MFT-DP du 10 décembre 1960 :

Article premier. — Sont constatés les franchissements d'échelon dans le corps des Secrétaires d'Administration de la République Islamique de Mauritanie, conformément indications du tableau joint.

Ly Amadou, Secrét. d'Adm. 1^{re} classe, 2^e échelon, AC. RSM 1 an 7 mois; passe au 3^e échelon, pour compter du 1^{er} janvier 1960, AC. RSM 7 mois, Saint-Louis CAB-PM.

Koné David, Secrét. d'Adm. 2^e classe, 1^{er} échelon, AC. RSM 7 mois 15 jours; passe au 2^e échelon, pour compter du 16 mai 1960, AC néant, Saint-Louis DF.

Par décision n° 1751 M.T.P.-D.P. du 15 décembre 1960 :

Article premier. — M. Sarr Amdiatou Boubacar, secrétaire d'Administration de 2^e classe 1^{er} échelon, indice local 458, précédemment agent spécial à Néma, est suspendu de ses fonctions pour compter du 3 décembre 1960.

Par décision n° 1755 M.F.T.-D.P. du 15 décembre 1960 :

Article premier. — M. Donorio Michel, moniteur de Formation Professionnelle contractuel, débarqué à Dakar le 11 novembre 1960, est affecté au Centre Professionnel de Port-Etienne pour compter du 12 novembre 1960 date de sa prise de service.

Art. 2. — Le traitement de l'intéressé demeure imputable au budget de la République Islamique de Mauritanie, chapitre 10-9, article 4.

Par décision n° 1756 M.F.T.-D.P. du 15 décembre 1960 :

Article premier. — M^{lle} Bouaziz Ginette, monitrice d'Enseignement commercial contractuelle nouvellement mise à la disposition de la République Islamique de Mauritanie, est affectée à Nouakchott en qualité de monitrice, chef du Centre de Formation Professionnelle de Sténo-Dactylographe pour compter du 14 novembre 1960.

Art. 2. — Le traitement de l'intéressé demeure imputable au budget de la République Française (Assistance technique).

Ministère du Commerce, de l'Industrie et des Mines :

Par arrêté n° 391 M.-C.I.M. du 22 décembre 1960 :

Article premier. — Une enquête de *commodo* et *incommodo* sera ouverte pendant 15 jours dans les bureaux du Chef de la subdivision de M'Bout sur la demande formulée par M. Fadel Mohamed, commerçant-transporteur, en vue d'être autorisé à installer et exploiter un dépôt d'hydrocarbures de 2^e classe (20.000 litres d'essence en futs de 200 litres) à M'Bout.

Art. 2. — Le Chef de la subdivision de M'Bout fixera par voie d'affiches les dates d'ouverture et de fermeture de l'enquête et désignera l'agent chargé de remplir les fonctions de Commissaire-enquêteur.

Par arrêté n° 2 M.-C.I.M. du 2 janvier 1961 :

Article premier. — La Société anonyme des Mines de Fer de Mauritanie est autorisée dans les conditions fixées ci-après, à installer et exploiter à Port-Etienne, au lieu dit « Pointe du Chacal », un dépôt d'hydrocarbures liquides de première classe constitué par :

- 3 Réservoirs aériens de 50 m³ destinés au stockage du gaz ;
- 1 Réservoir aérien de 50 m³ destiné au stockage de l'essence ;
- 1 Dépôt colis de 100 futs de gas-oil (20.000 litres) ;
- 1 Dépôt colis de 100 futs d'essence (20.000 litres).

Art. 2. — Toutes les réceptions, manipulations et expéditions d'hydrocarbures seront faites autant que possible à la lumière du jour. Si un autre éclairage est nécessaire, il ne pourra être assuré que par des lampes électriques à incandescence placées sous globe étanche et l'installation établie suivant les prescriptions de l'article 153 du règlement annexé à l'arrêté général n° 5.926-TP du 28 octobre 1950.

Art. 3. — Une consigne d'incendie sera établie ; elle définira le matériel d'extinction qui doit se trouver dans l'enceinte du dépôt et les manœuvres à exécuter en cas d'incendie avec le nom des personnes désignées pour y prendre part. Elle prescrira des essais périodiques au moins trimestriels destinés à constater que le matériel est en bon état et que le personnel est préparé à en faire usage.

Le dépôt comprendra au minimum deux extincteurs à poudre de 150 litres et 4 extincteurs à poudre de 9 kilos.

Des dépôts de sable, avec pelles seront également aménagés à l'intérieur du dépôt.

Art. 4. — Il est interdit d'allumer du feu, d'en apporter et de fumer dans le dépôt ou à proximité.

Cette interdiction sera affichée à proximité du dépôt.

Un préposé responsable sera désigné pour assister aux entrées et aux sorties d'hydrocarbures et d'une façon générale à chaque ouverture du dépôt.

Art. 5. — Le dépôt ne pourra être mis en service qu'après constatation de l'observation des prescriptions ci-dessus effectuées par agent de l'Inspection des Etablissements classés désigné par le Chef du Service des Mines.

Par la suite il pourra être visité à n'importe quel moment par les agents de l'Inspection des Etablissements Classés.

Art. 6. — Ce dépôt sera soumis aux taxes en vigueur en matière d'établissements dangereux, insalubres ou incommodes. La surface imposable à ce titre est réputée égale à 200 m².

Art. 7. — Cet établissement est inscrit sous le n° 115 du Registre Spécial du Service des Mines.

Art. 8. — Le Chef du Service des Mines et le Commandant de cercle de la Baie-du-Lévrier sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Par décision n° 1745 M.C.I.M.-D.P. du 15 décembre 1960 :

Article premier. — M. Mohamed Mahmoud Ould Oudaa, planton décisionnaire en service au Ministère du Commerce de l'Industrie et des Mines à Saint-Louis, est pour compter du 31 décembre 1960 licencié de son emploi pour suppression d'emploi.

Art. 2. — M. Mohamed Mahmoud Ould Oudaa a droit :

1°) à un congé payé égal à vingt-et-un jours de salaire pour la période du 15 novembre 1959 au 31 décembre 1960 dans les conditions prescrites par l'article 13 de l'arrêté général n° 10.844 I.G.T.L.S. du 17 décembre 1956.

2°) à une indemnité de licenciement égale à 20 % du salaire mensuel moyen perçu dans les douze mois qui ont précédé la date du licenciement soit du 15 novembre 1959 au 31 décembre 1960.

La dépense est imputable au budget de la République Islamique de Mauritanie, chapitre 8-11, article 3.

Par décision n° 1746 M.C.I.M.-D.P. du 15 décembre 1960 :

Article premier. — Est mis fin pour compter du 31 décembre 1960 pour suppression d'emploi au contrat consenti le 25 avril 1960 à M. Mahmoud Ould Zeneguel, chauffeur décisionnaire en service au Ministère du Commerce, de l'Industrie et des Mines à Saint-Louis.

Ministère de l'Intérieur :

Par arrêté n° 10-259 M.-INT.-A.G. du 21 décembre 1960 :

Article premier. — Un cadeau-solde d'un montant mensuel de quinze mille (15.000) francs, est accordé pour les mois de novembre et décembre 1960, à M. Ahmed Salem Ould Meyerghba, notable des Eulebs Kohols de Boutilimit.

Art. 2. — La dépense s'élevant à la somme de trente mille (30.000) francs sera payable à l'Agence spéciale de Boutilimit sur crédits délégués par l'Ordonnateur (chapitre 3-3 article 6.)

Par arrêté n° 10-260 M.-INT.-A.G. du 21 décembre 1960 :

Article premier. — Un cadeau-solde mensuel de douze mille (12.000) francs est accordé pour l'année 1960 à compter du 1^{er} août à M. M'Hamed Ould El Henouni, notable à Atar.

Art. 2. — Ce cadeau-solde sera payable à la Paierie d'Atar sur crédits délégués par l'Ordonnateur à cet effet (Chapitre 3-3 article 6.)

Par arrêté n° 10-262 M.-INT.-A.G. du 21 décembre 1960 :

Article premier. — Est portée de 99.000 à 117.000 francs pour l'année 1960, à compter du 1^{er} janvier, la solde du M. Ahmed Ould Ahmedou Fall, chef général des Tagoumant (Subdivision de Boutilimit.)

Art. 2. — La différence entre l'ancienne et la nouvelle solde annuelle, soit la somme de dix huit mille (18.000) francs, fera l'objet d'une délégation à l'Agence spéciale de Boutilimit par les soins de l'Ordonnateur-délégué (chapitre 3-3 article 6.)

Par arrêté n° 10.264 M.INT-RG du 22 décembre 1960 :

Article premier. — Un concours pour le recrutement d'élèves-agents de Police, du cadre de la Police de Mauritanie, sera ouvert le 9 janvier 1961 et jours suivants à Nouakchott et aux chefs-lieux des cercles où des candidats auront été autorisés à se présenter.

Les conditions, modalités et programmes de ce concours sont fixés par le décret n° 59.068 du 23 juillet 1959 déterminant le statut particulier du cadre de la Police de la Mauritanie notamment en son titre VI, agents de Police.

Les demandes de participation au concours devront être accompagnées du dossier prévu article 21 de la délibération n° 52 du 4 juillet 1957 portant statut général de la Fonction publique en Mauritanie.

La liste des inscriptions sera close le 25 décembre 1960.

Art. 2. — Dans chaque centre, une Commission de surveillance du déroulement des épreuves comprendra, sous la présidence du Commandant de cercle (à Nouakchott celle du chef de subdivision) deux membres désignés par le Président.

Art. 3. — Les candidats admis au concours seront inscrits par ordre de mérite sur une liste d'aptitude, sur laquelle il sera prélevé le nombre d'élèves autorisés par la loi de Finances.

Art. 4. — Le programme des épreuves du concours d'accès au corps des agents de Police est le suivant :

	Coefficient	Durée
1° Une dictée de 10 lignes servant d'épreuve d'orthographe	2	1 heure
« d'écriture	1	
2° Une rédaction (notions nominales)	2	2 heures
3° Une composition de géographie (notions sommaires de la géographie de la Mauritanie).....	1	1 heure
4° Une conversation dans l'une des langues vernaculaires mauritaniennes : Hassania, Toucouleur, Sarakolé	1	10 minutes

Les épreuves sont cotées de 0 à 20.

Aucun candidat ne peut être admis s'il a obtenu une note inférieure à 6 pour l'une quelconque des épreuves ou moins de 77 points pour l'ensemble des épreuves.

Par arrêté n° 10.265 MINT-RG du 22 décembre 1960 :

Article premier. — Un concours pour le recrutement d'élèves-inspecteurs de Police du cadre de la Police de Mauritanie sera ouvert le 9 janvier 1961 et jours suivants à Nouakchott.

Les conditions, modalités et programmes de ce concours sont fixés par le décret n° 59.068 du 23 juillet 1959 déterminant le statut particulier du cadre de la Police de la Mauritanie notamment en son titre V — Inspecteurs de Police.

Les demandes de participation au concours devront être accompagnées du dossier prévu article 21 de la délibération n° 52 du 4 juillet 1957 portant statut général de la Fonction publique en Mauritanie.

Les candidats devront indiquer sur leur demande l'épreuve facultative de langues étrangères qu'ils désirent subir.

La clôture des inscriptions aura lieu le 25 décembre 1960.

Art. 2. — Les candidats admis au concours seront inscrits par ordre de mérite, sur une liste d'aptitude, sur laquelle il sera prélevé le nombre d'élèves autorisé par la loi de Finances.

Art. 3. — Le programme des épreuves du concours d'accès au corps des Inspecteurs de Police sera :

I. — EPREUVES

Les épreuves sont exclusivement écrites et se rapportent aux matières du programme détaillé ci-après. Elles sont fixées comme suit et notées de 0 à 20.

A. — EPREUVES OBLIGATOIRES

a) Composition sur un sujet d'ordre général intéressant la Mauritanie (géographie, histoire, ressources, développement, avenir, durée trois heures, coefficient 5);

b) Exposé sur une question de droit pénal ou de procédure criminelle (durée trois heures, coefficient 4);

c) Une note de caractère pratique de droit administratif (durée deux heures, coefficient 2);

d) Une note sur l'organisation politique, administrative et judiciaire de la Mauritanie (durée deux heures, coefficient 2);

Toute note inférieure à 6 est éliminatoire. Pour être admis les candidats devront totaliser, avant majoration éventuelle pour langues vivantes, au moins 143 points.

B. — EPREUVES FACULTATIVES

Les candidats subissent sur leur demande une ou deux épreuves facultatives de langues vivantes notées de 0 à 20 consistant dans la traduction écrite en français faite en une heure d'un texte portant sur les langues suivantes :

Arabe, anglais ou espagnol.

Les notes attribuées (coefficient 1) ne sont prises en compte que pour le nombre de points dépassant la moyenne.

II. — PROGRAMME DES EPREUVES OBLIGATOIRES

DROIT PÉNAL

Le droit pénal, fonction des lois pénales. De l'infraction en général. Ses éléments constitutifs, distinction des crimes délits, contraventions. Classification des peines. La tentative punissable, le commencement d'exécution. Notions générales sur la responsabilité pénale, la non-culpabilité, faits justificatifs, notions générales sur les sursis, la libération conditionnelle, la grâce, la commutation de peines, l'amnistie, la relégation, l'interdiction de séjour. Éléments constitutifs des délits de vol, abus de confiance, escroquerie, homicide et blessures involontaires, coups et blessures volontaires.

PROCÉDURE CRIMINELLE

Notions fondamentales sur l'organisation des juridictions répressives; cour d'assises, tribunal correctionnel, tribunal de simple police. Acton publique, action civile, le Ministère Public, le Procureur de la République, le Juge d'Instruction. La Police judiciaire, officiers de police judiciaire. Notions générales sur l'instruction les divers mandats de justice, commissions rogatoires, perquisitions, saisies, flagrant délit.

ORGANISATION DE LA RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE DE MAURITANIE

Constitution du 22 mars 1959;

L'Assemblée Nationale;

Les Commandants de Cercles et Subdivisions;

Institutions communales de la République Islamique de Mauritanie.

ORGANISATION JUDICIAIRE

Les Cours d'Appel;

Les Cours d'Assises;

Les tribunaux de première instance;

Les justices de paix à compétence étendue (Sections des tribunaux d'instance).

Notions sommaires sur l'organisation de la justice de droit musulman en Mauritanie.

Par arrêté n° 10.267 M.INT-RG du 28 décembre 1960 :

Article premier. — Le Jury chargé du choix et de la correction des épreuves des concours portant recrutement d'élèves-inspecteurs et d'élèves-agents de Police, ouverts par arrêtés n° 10.265 et n° 10.264 du 22 décembre 1960 comprendra :

Président :

Le Directeur des Affaires intérieures;

Membres :

Le Chef du Service de la Sécurité et des Renseignements généraux; le Chef des Services de Police.

Art. 2. — Ce jury se réunira à la diligence de son président.

Par arrêté n° 10.268 M.INT-RG du 28 décembre 1960 :

Article premier. — Les épreuves du concours pour le recrutement d'élèves-agents de Police du cadre de la Police de Mauritanie; fixées par arrêté n° 10.264 du 22 décembre 1960, se dérouleront comme suit :

— Dictée : lundi 9 janvier 1961 de 8 à 9 heures;

— Rédaction : lundi 9 janvier 1961 de 9 h 30 à 11 h 30;

— Géographie : lundi 9 janvier 1961 de 15 à 16 heures;

— Conversation (en langues vernaculaires) mardi 10 janvier 1961 à partir de 8 heures.

Art. 2. — Les épreuves du concours pour le recrutement d'élèves-inspecteurs de Police, fixées par l'arrêté n° 10.265 du 28-12-60, se dérouleront comme suit :

— Sujet d'ordre général : lundi 9 janvier 1961 de 8 à 11 heures;

— Droit pénal et procédure criminelle : lundi 9 janvier 1961 de 14 à 17 heures;

— Droit public et administratif : mardi 10 janvier 1961 de 8 à 10 heures;

— Organisation politique, administrative et judiciaire de la Mauritanie : mardi 10 janvier 1961 de 10 h 30 à 12 h 30;

— Traduction d'un texte de langues étrangères ou arabe : mardi 10 janvier 1961 de 15 à 16 heures.

Art. 3. — La Commission de surveillance du concours portant recrutement d'élèves-inspecteurs de Police est composée ainsi qu'il suit :

Président :

M. Gaye Amadou, Administrateur de la F.O.M.;

Membres :

MM. Néma Ould Moujtaba, Conseiller technique du Premier Ministre;
Boye Moctar, Secrétaire d'Administration.

Par décision n° 10.901 CAB-PM-DP du 12 décembre 1960 :

Article premier. — M. José Monastério, mécanicien décisionnaire en service à Port-Etienne, est licencié de son emploi pour compter du 1^{er} décembre 1960.

**Ministère de l'Education de la Jeunesse
et des Sports**

Par arrêté n° 409 MEJ-IA du 26 décembre 1960 :

Article premier. — Sont transférées des établissements auxquels elles étaient destinées, les bourses allouées aux élèves désignés ci-après :

1° La bourse d'internat accordée par arrêté n° 247 du 16 août 1960 à l'élève Ahmed Saloum O. Soumeïda du Lycée de Nouakchott au Cours Complémentaire d'Atar;

2° La bourse d'interne externé accordée par arrêté n° 340 du 8 novembre 1960 à l'élève de la classe de philosophie : Moustapha O. Zeine du Lycée Van Vollenhoven de Dakar au Lycée Faidherbe de Saint-Louis.

Art. 2. — Sont supprimées les bourses désignées ci-après :

1° La bourse d'un montant de 200.000 fr. CFA accordée par arrêté n° 293 du 7 octobre 1960 à l'élève du Lycée Delafosse : Sidi O. Dennahi qui n'a pas été accepté par l'établissement;

2° La bourse catégorie D. accordée à l'étudiant Kharchy Mohamed par arrêté n° 340 MEJ-IA du 8 novembre 1960, l'intéressé ayant déjà bénéficié d'une attribution de bourse par arrêté n° 293 MEJ-IA du 7 octobre 1960.

Art. 3. — Est transformée à compter du 1^{er} janvier 1961 en bourse d'interne externé pour en jouir au Cours Complémentaire d'Atar, la bourse d'internat accordée par arrêté n° 247 du 16 août 1960 pour le Lycée de Nouakchott à Ahmed Saloum O. Soumeïda.

Par arrêté n° 415 MEJ-IA du 31 décembre 1960 :

Article premier. — Une bourse catégorie D. 5220 NF est accordée pour l'année 1960-61, à l'étudiant Cheikh O. Békaye (originaire du Tagant) pour l'Ecole centrale de T.S.F. et d'électronique de Paris.

Art. 2. — Cet étudiant sera acheminé à l'aller et au retour par voie maritime en 4^e classe.

Art. 3. — La dépense est imputable au chapitre 10-2-10.

Par arrêté n° 10-001 P.M.-M.E.J. du 4 janvier 1961 :

Article premier. — M. Mohamed El Hadrami Ould Berrou, titulaire du Brevet d'Etudes du Premier Cycle du second degré est agrée dans le cadre de l'Enseignement de la République Islamique de Mauritanie en qualité d'instituteur adjoint stagiaire, indice 357 et mis à la disposition du Ministre de l'Education de la Jeunesse et des Sports.

Art. 2. — La dépense est imputable au budget de la Mauritanie, chapitre 10-1, article 5.

Art. 3. — Le présent arrêté prend effet pour compter du 10 novembre 1960.

Par arrêté n° 10-002 P.M.-M.E.J. du 4 janvier 1961 :

Article premier. — M. Seck Abdoul Silèye, instituteur adjoint de 6^e classe du cadre du Sénégal, mis à la disposition de la Mauritanie, est pour compter du 14 octobre 1960, intégré dans le cadre de l'Enseignement de la République Islamique de Mauritanie en qualité d'instituteur adjoint de 1^{er} échelon, indice 381, ancienneté conservée 1 an 9 mois 15 jours.

Art. 2. — M. Seck Abdou Silèye est mis à la disposition du Ministre de l'Education de la Jeunesse et des Sports.

Art. 3. — La dépense est imputable au budget de la Mauritanie chapitre 10-1 article 7.

Par décision n° 1800 MEJ-IA du 21 décembre 1960 :

Article premier. — Les examens de l'enseignement du premier et du second degré pour l'année 1961, auront lieu aux dates suivantes :

— Examens professionnels de l'enseignement primaire : jeudi 26 janvier 1961;

— Examen d'entrée en classe de sixième du Lycée et des Cours Complémentaires : lundi 12 juin 1961;

— Certificat d'études primaires françaises (C.E.P.F.) : mardi 13 juin 1961 et mercredi 14 juin 1961;

— Certificat d'études primaires arabes (C.E.P.A.) : jeudi 15 juin 1961;

— Brevet d'études du premier cycle (BEPC), centre de Rosso : lundi 19 et mardi 20 juin 1961;

— Brevet élémentaire (BE), centre de Rosso, première session : lundi 19 juin et mardi 20 juin 1961; deuxième session : lundi 16 octobre 1961 et mardi 17 octobre 1961;

— Certificat de fin d'études des cours normaux : lundi 19 juin 1961.

Par arrêté n° 1816 MEJ-IA du 26 décembre 1960 :

Article premier. — Est constatée pour compter du 12 novembre 1960, la cessation de service de M. Djiddou Ould Hakhi, moniteur d'enseignement classé à l'indice 245, en service à l'école des Ahel-Jiddou de Tamchakett depuis le 15 novembre 1958 et qui a cessé son service le 12 novembre 1960 sans autorisation.

Par décision n° 1817 MEJ-IAM du 26 décembre 1960 :

Article premier. — Les instituteurs adjoints stagiaires, indice 357, dont les noms suivent, admis au Certificat élémentaire d'aptitude pédagogique au titre de l'année 1958; sont titularisés dans leur fonction et nommés instituteurs adjoints de 1^{er} échelon, indice 381, à partir du 1^{er} janvier 1959 au point de vue ancienneté à et partir du 1^{er} janvier 1960 au point de vue de la solde.

Art. 2. — La dépense est imputable au budget de la Mauritanie, chap. 10-1, article 7 (Enseignement primaire); chapitre 10-1, article 6 (Collège de Rosso).

Ba Ousmane, (Collège) Rosso;
Jed Ehlou, El-Grane par Kiffa;
Thiam Bocar, Port-Etienne;
Traoré Djibril, Rosso;
N'Gaïde Abasse, Chinguetti;
Mohamed El Moktar Bal à M'Bagne;
Mohamed Mahmoud O. Hmeyada, Mokta El Hajjar;
Diarra Souleymane à Timbèdra;
Ahmedou O. Bouleyba à Atar;
Diawara Gagny à Thiécane;
Mohamed El Moktar O. El Hadj Sidi à Tidjikdja;
Mohamed Mahmoud O. Nagib, Port-Etienne;
Sid Ahmed Babou à Bir-Moghrein;
Yahya Ould Babana à Agoenit.

Par arrêté n° 1818 MEJ-IAM du 26 décembre 1960 :

Article premier. — Mme Guilloux Marie, institutrice de 9^e échelon du cadre de l'Education nationale, indice de grade net 330 mise à la disposition de la République Islamique de Mauritanie est affectée à l'école de Nouakchott capitale pour exercer les fonctions d'institutrice, à compter du 7 octobre 1960 date de son arrivée en Mauritanie.

Par décision n° 1819 MEJ-IAM du 26 décembre 1960 :

Article premier. — M. Gayet Pierre, instituteur de 6^e échelon du cadre de l'Education nationale, indice brut 345 mis à la disposition de la République Islamique de Mauritanie est affecté au Cours Complémentaire de Kaédi à compter du 31 octobre 1960, date de son arrivée sur le territoire de la Mauritanie.

Art. 2. — M. Gayet Pierre, instituteur de 6^e échelon chargé d'enseignement dans un Cours Complémentaire est classé au 1^{er} groupe, indice brut 365.

Par décision n° 1820 MEJ-IA du 26 décembre 1960 :

Article premier. — Il est allouée à l'Office des Etudiants d'Outre-Mer, 69 Quai d'Orsay Paris VII une subvention de vingt mille nouveaux francs (20.000 NF) soit 1 million de francs CFA (1.000.000) à titre d'avance pour assurer les dépenses concernant les allocations de bourses versées aux étudiants pendant les mois de janvier 1961 et février 1961.

Art. 2. — Cette avance dont l'emploi devra être justifié, sera régularisée par l'agent-comptable de l'Office des Etudiants d'Outre-Mer à qui elle sera mandatée CCP 9061-41 Paris.

Imputation chapitre 10-2-10 du budget de la République Islamique de Mauritanie.

Par décision n° 1821 MEJ-IA du 26 décembre 1960 :

Article premier. — M. Touré Abdoul Ibra, instituteur de 4^e échelon, indice 641, directeur de l'école à 3 classes de Méderdra, est muté en qualité d'adjoint à l'école de garçons de Kaédi en remplacement de M. Sid Ahmed Ould Taya, instituteur adjoint qui n'a pas rejoint son poste.

Art. 2. — M. N'Daw Ali, instituteur de 3^e échelon, indice 602, en service à l'Inspection d'Académie de la Mauritanie à Saint-Louis est muté à l'école de Méderdra, en qualité de directeur à 3 classes, en remplacement de M. Touré Abdoul Ibra, instituteur qui a reçu une autre affectation.

Art. 3. — Les intéressés rejoindront leur poste pendant les vacances de Noël.

Art. 4. — La dépense est imputable au budget de la Mauritanie, chapitre 13-1, article 1.

Par décision n° 1838 MEJ-IA du 31 décembre 1960 :

Article premier. — Est constatée l'interruption de service de Mme Kane née N'Diaye Coumba, institutrice adjointe stagiaire, indice 357, en service à l'école de filles de Rosso pendant la période du 20 octobre 1960 au 18 novembre 1960.

Art. 2. — Pendant cette période Mme Kane née N'Diaye Coumba n'a pas droit à son traitement.

TEXTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

AVIS DE CONCOURS

à l'Institut d'Etudes Administratives Africaines

L'Institut d'Etudes Administratives Africaines dont le siège est à la Faculté de Droit de Dakar a repris au mois de décembre ses activités du 1^{er} degré.

La distribution des cours par correspondance afférents à ce cycle d'études commencera incessamment. Les élèves inscrits au 1^{er} degré sont priés de régler dans les plus brefs délais les droits qui s'élèvent à 1.500 francs.

L'Institut d'Etudes Administratives Africaines reprendra ses enseignements du 2^e degré dans la première semaine de janvier.

A ces enseignements s'ajoutera pour les élèves intéressés une préparation au concours B de l'Institut des Hautes Etudes d'Outre-Mer et au concours B de l'Ecole Nationale d'Administration du Sénégal.

Voici le détail des cours professés au 2^e degré, cours qui seront photocopiés à l'intention des élèves qui ne résident pas à Dakar :

I. — Section économique et financière

(2 cours à choisir parmi les n° 4, 5, 6)

- 1) Economie politique générale;
- 2) Finances publiques;
- 3) Droit public et Administratif général;
- 4) Economie du développement;
- 5) Observ. Economique et statistique;
- 6) Economie tropicale.

II. — Section d'administration générale

(2 cours à choisir parmi les n° 4, 5, 6)

- 1) Economie politique;
- 2) Finances publiques;
- 3) Droit public et Administratif général;
- 4) Droit public d'Outre-Mer;
- 5) Droit international, organisations internationales et assistance technique;
- 6) Droit social (Droit du travail et Sécurité sociale).

N.B. — Il est possible de remplacer *une* des matières à option de l'une des sections par *une* matière à option de l'autre ».

« Préparation au concours B de l'I.H.E.O.M. (ouvert aux africains ayant 4 ans de service dans l'Administration).

Préparation au concours B de l'E.N.A.S. (réservé au Sénégalais).

Les élèves préparant l'un ou l'autre des concours susdits recevront outre les cours du 2^e degré afférents à la section qu'ils auront choisie, 1 cours d'histoire contemporaine et 1 cours de géographie économique sur lesquels ils devront rédiger plusieurs devoirs ».

AVIS DE CONCOURS
pour un projet financé
par la Communauté Economique Européenne

DIRECTION DES TRAVAUX PUBLICS - HYDRAULIQUE

FONDS EUROPEEN DE DEVELOPPEMENT

CONCOURS N° 54 - CONVENTION DE FINANCEMENT

N° 34/F/MO/S/58 - PROJET 11-21-202

Objet :

Construction de 50 puits de village dans les cercle du Brakhna, du Gorgol, du Guidimaka :

1^{er} lot : 13 puits; 2^e lot : 18 puits; 3^e lot : 19 puits.

Délais d'exécution 16 mois, quel que soit le nombre de lots attribués.

Les soumissions devront parvenir par pli recommandé adressé à M. le Directeur des Travaux Publics de la Mauritanie B.P. 252 Saint-Louis (Sénégal) avant le 28 mars 1961 à 18 heures GMT (heure locale).

L'ouverture des offres aura lieu le 31 mars 1961 à 9 h.

Les entrepreneurs devront prendre eux-mêmes toutes dispositions utiles pour que les offres parviennent à la Direction des Travaux Publics de Mauritanie en temps voulu.

Dossier de concours : en langue française.

Achat chez : Les dossiers seront retirés à la Direction des Travaux Publics de la RIM ou expédié par cet organisme.

Prix :

a) 7.500 francs CFA à adresser par mandat carte libellé au nom du Directeur des Domaines de la R.I.M. pour les dossiers non retirés directement à la Direction des Travaux Publics de la R.I.M.

L'envoi sera effectué par avion, franco de port, après réception de la somme indiquée ci-dessus.

b) 5.000 francs CFA à régler directement au Directeur des Domaines pour les dossiers retirés à la Direction des T.P. de la R.I.M.

Consultation :

1^o Direction des Travaux Publics de Mauritanie à Saint-Louis.

— Chambre de Commerce de la R.I.M. à Saint-Louis.

— Chambre de Commerce de Dakar.

2° Commission de la Communauté Economique Européenne, Direction générale du développement de l'Outre-Mer, 56-58 rue du Marais à Bruxelles.

3° Services d'Information des Communautés Européennes à :

BONN, Zitelmannstrasse, II;

LA HAYE, Mauritskade, 39;

LUXEMBOURG, 18, Rue Aldringer;

PARIS, (16°), 61, Rue des Belles Feuilles;

ROME, Via Poli, 29.

Renseignements :

En exécution de l'article 139, paragraphe 4, du Traité de Rome, la participation à la concurrence est ouverte à égalité de conditions à toutes les personnes physiques et morales ressortissant des Etats membres et des pays et territoires d'Outre-Mer associés à la Communauté Economique Européenne. Tous renseignements complémentaires peuvent être demandés à la Direction des Travaux Publics de la RIM B.P. 252 à Saint-Louis (Sénégal).

Saint-Louis, le 30 janvier 1961.

*Le Directeur des Travaux Publics
de la R.I.M.
J. PAULIN*

Partie non officielle

ANNONCES

L'Administration n'entend nullement être responsable de la teneur des annonces ou avis publiés sous cette rubrique par les particuliers.

AVIS D'OUVERTURE DE SUCCESSION

Conformément aux dispositions de l'article 9 de l'Instruction du 1^{er} Mai 1906 portant réglementation générale des successions de militaires décédés outre-mer, il est donné avis de l'ouverture de la succession du Maréchal-des-Logis Fave Wilfried décédé à Atar le 28 décembre 1960 étant en service à la 2^e C.T.A.M.A. à Atar.

Les créanciers et les débiteurs éventuels sont priés de produire leurs titres ou de se libérer de leurs dettes dès que possible et au plus tard dans un délai de deux mois devant l'Intendant Militaire chef du service de l'Intendance Territoriale de Saint-Louis.

EN VENTE A L'IMPRIMERIE OFFICIELLE

Compte-chèque n° 3121 à Saint-Louis

Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie

BIMENSUEL

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 3^e MERCREDI DE CHAQUE MOIS

ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS
France et Etats de la Communauté.....	900 >	500 >
Par avion France.....	2.700 >	1.400 >
Par avion Etats ex-A.O.F.....	1.700 >	900 >
Par avion Etats ex-A.E.F.....	2.400 >	1.300 >
Par avion autres Etats.....	2.700 >	1.400 >
Ordinaire Etranger.....	1.000 >	600 >
Prix du numéro.....		20 >
Prix du numéro des années antérieures.....		25 >
Par la Poste, majoration de.....		45 >

Pour les abonnements et les annonces, s'adresser au Directeur du J.O.R.I.M., Ministère de la Justice et de la Législation de la R.I.M., Saint-Louis.

Les annonces doivent être remises au plus tard huit jours avant la parution du journal et elles sont payables à l'avance.

Toute demande de changement d'adresse devra être accompagnée de la somme de 10 francs.

ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne (hauteur 8 points)..... 65 francs
Chaque annonce répétée..... Moitié prix
(Il n'est jamais compté moins de 250 francs pour les annonces.)

Les abonnements et les annonces sont payables d'avance.